

Déclaration de la LCI pour la manifestation de Prague contre le FMI et la Banque mondiale

Ecrasons l'exploitation impérialiste par la révolution ouvrière internationale !

Nous publions ci-dessous une déclaration en date du 16 septembre de la Ligue communiste internationale, destinée aux manifestations de fin septembre à Prague contre le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

« Faire de Prague un nouveau Seattle » ? Si la contre-révolution capitaliste n'avait pas détruit l'Europe de l'Est et l'ex-Union soviétique il y a une dizaine d'années, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ne seraient pas en train de se réunir à Prague ! La « révolution de velours » a déchiré en deux la Tchécoslovaquie. Aujourd'hui la classe ouvrière, les femmes, les minorités nationales et ethniques sont brutalement exploitées et réduites à la misère par les ravages du marché capitaliste. Quant aux illusions de « liberté », ce sont aujourd'hui des forces de police spécialement entraînées par le FBI américain et soutenues par l'OTAN qui menacent d'imposer par la force « la loi et l'ordre » des banquiers impérialistes aux manifestations des ouvriers et des militants de gauche.

L'appel officiel à une « journée mondiale d'action » à Prague, malgré toutes ses prétentions à se préoccuper du sort des masses travailleuses, ne souffle mot du traitement de choc capitaliste qui a provoqué la chute spectaculaire de l'espérance de vie en Russie et y a ramené la misère et qui a repris aux femmes le droit à l'avortement dans toute l'Europe de l'Est et provoqué le développement de la vermine fasciste et de sa terreur meurtrière prenant particulièrement pour cible les immigrés et les tsiganes (Roms). L'an dernier, la guerre des Balkans a causé en Serbie des ravages encore pires que ceux que les nazis d'Hitler lui avaient fait subir. Le désastre économique, social et écologique qui en a résulté dans les Balkans ne mérite apparemment pas non plus mention dans le manifeste officiel pour Prague. Pourquoi cela ? Parce que les organisations se disant de gauche qui organisent la manifestation anti-« mondialisation » de cette année sont en gros celles-là mêmes qui ont soutenu la guerre impérialiste contre la Serbie sous prétexte de souci « humanitaire » pour le sort des Albanais du Kosovo. Ce sont aussi ces mêmes organisations « de gauche » qui se sont rangées du côté de leurs propres gouvernements capitalistes dans leur campagne pour détruire l'Union soviétique et

Chômeurs et sans-abris font la queue à une soupe populaire à Berlin. La contre-révolution capitaliste a apporté la misère aux travailleurs d'Europe de l'Est et d'ex-URSS, et a accru l'exploitation impérialiste internationalement.



les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est et qui ont soutenu l'élection de la cabale d'assassins soi-disant « socialistes », ex-« communistes » et « travaillistes » qui gouvernent l'Europe capitaliste à l'heure actuelle.

Nous, les camarades de la Ligue communiste internationale (LCI), sommes fiers de lutter pour le communisme authentique des bolchéviks de Lénine et Trotsky. Notre perspective est prolétarienne, révolutionnaire et internationaliste. Nous pensons que le conflit fondamental dans la société, c'est la lutte du travail contre le capital. C'est le prolétariat, étant donné son rôle central dans la production, qui a la puissance sociale de renverser les exploiters capitalistes et tout le système de racisme, de sexisme, d'exploitation de classe, d'oppression nationale et de guerre impérialiste. Le prolétariat a tant le pouvoir que l'intérêt de classe permettant de créer une société – un Etat ouvrier au départ –, qui soit basée sur la propriété collectivisée et une économie planifiée rationnellement au niveau international, menant à une société communiste sans classes et à l'extinction de l'Etat. Pour atteindre ce but, il faut construire un parti léniniste-trotskyiste égalitariste international. Nous luttons pour devenir le parti qui puisse diriger des révolutions socialistes internationalement.

Défendre les conquêtes prolétariennes qui ont déjà été arrachées à la classe capitaliste fait partie intégrale de ce combat. C'est pourquoi nous, trotskystes, nous sommes battus pour la défense militaire in-

conditionnelle de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est contre l'impérialisme et la restauration capitaliste. En 1989-1990 en RDA, nous nous sommes battus avec tous les moyens à notre disposition pour diriger une révolution politique ouvrière maintenant les formes de propriété collectivisée et renversant le régime stalinien traître pour mettre au pouvoir les conseils ouvriers. Ceci aurait pu servir d'exemple pour la résistance contre la restauration capitaliste dans toute l'Europe de l'Est et pour la révolution socialiste prolétarienne à l'Ouest. La LCI s'est aussi battue pour que les ouvriers soviétiques se soulèvent afin de préserver et étendre les acquis de la Révolution russe de 1917 que le régime stalinien avait honteusement trahie durant des années mais qui ne fut renversée qu'en 1991-1992. Aujourd'hui ce qui est en jeu c'est le sort de l'Etat ouvrier déformé chinois et la vie de milliards de travailleurs en Chine, dans toute l'Asie et de par le monde. Nous luttons pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier chinois contre le redoublement de machinations militaires et d'empiétements économiques de la part des impérialistes. Les acquis de la Révolution chinoise de 1949 sont menacés par les « réformes » économiques de marché des staliniens chinois, mais ces attaques provoquent aussi des révoltes ouvrières importantes. Il faut un parti trotskyste pour conduire le prolétariat à la victoire dans une révolution politique prolétarienne afin de préserver et d'étendre les acquis de la Révolution

de 1949.

Les conséquences mondiales dévastatrices de la contre-révolution capitaliste ont aussi réglé leur compte aux théories anti-marxistes de « capitalisme d'Etat », comme celles de la Tendence socialiste internationale de feu Tony Cliff et des « théoriciens » girouettes et cinglés de la Ligue pour une internationale communiste révolutionnaire (LICR, alias « Pouvoir ouvrier ») et autres renégats du marxisme (cf. « La faillite des théories sur une « nouvelle classe » », *Spartacist* édition française n° 33, printemps 2000). D'après les cliffistes, le triomphe de la contre-révolution dans l'ex-URSS n'était qu'un simple « pas de côté », d'une forme de capitalisme à une autre. Leur antisoviétisme forcené de guerre froide s'était exprimé ainsi à l'époque : « *Le communisme s'est effondré [...]. C'est un fait qui devrait réjouir tout socialiste* » (*Socialist Worker*, 31 août 1991).

Aujourd'hui, au niveau mondial, le prolétariat a été rejeté en arrière ; les impérialistes américains, n'étant plus retenus par la puissance militaire soviétique, peuvent maintenant brutaliser la planète à leur guise, en utilisant quelquefois les Nations Unies comme feuille de vigne, déguisant leurs interventions militaires à travers le monde en « humanitarisme ». Leurs rivaux impérialistes, en particulier l'Allemagne et le Japon, n'étant plus liés par l'unité antisoviétique de guerre froide, poursuivent à vive allure leurs propres ambitions de contrôle sur les marchés mondiaux et cherchent parallèle-

suite page 2



Déclaration...

Suite de la page 1

ment à étendre leur puissance militaire. Ce sont des intérêts nationaux conflictuels qui ont conduit à la rupture des pourparlers de l'OMC à Seattle l'année dernière. Ces rivalités interimpérialistes tracent les contours de guerres à venir qui, étant donné l'existence d'armes nucléaires, menacent d'anéantir toute vie sur la planète.

La tâche d'arracher le pouvoir des mains des exploiters capitalistes est par conséquent plus urgente que jamais. Sans théorie révolutionnaire il ne peut pas y avoir de mouvement révolutionnaire. Aujourd'hui l'effondrement du stalinisme est à tort vu comme étant l'échec du communisme. Contre cela, il faut défendre les prémisses fondamentales du marxisme authentique. Le régime stalinien, ce n'était pas le communisme, mais son horrible perversion. La bureaucratie stalinienne, une caste parasitaire reposant sur l'Etat ouvrier comme la bureaucratie syndicale repose sur un syndicat, s'est développée dans l'Etat ouvrier soviétique à cause de la situation d'arriération et d'isolement économiques due au fait que la révolution n'avait pu s'étendre à aucun des pays capitalistes avancés. Les stalinien ont prétendu qu'ils allaient construire le « socialisme dans un seul pays », ce qui était impossible, comme Léon Trotsky l'a expliqué (et, avant lui, Marx et Engels) étant donné que le socialisme est nécessairement de portée internationale. Comme Trotsky l'a brillamment expliqué dans *la Révolution traquée* (1936), les contradictions de la société soviétique ne pouvaient pas durer éternellement : « *Le fonctionnaire finira-t-il par dévorer l'Etat ouvrier ou la classe ouvrière réduira-t-elle le fonctionnaire à l'incapacité de nuire ?* » Cette contradiction a été tristement résolue par la négative.

Marxisme contre anarchisme et « mondialisation »

Il y a parmi les gens qui se disent « anarchistes » toute une gamme de tendances. Cela va, à droite, de gangsters petits-bourgeois qui haïssent la classe ouvrière et qui attaquent les communistes jusqu'à des gens subjectivement révolutionnaires qui sont solidaires du prolétariat et qui cherchent réellement à renverser la bourgeoisie. Chez ces derniers, l'attrait de l'anarchisme provient d'une impulsion saine de rejet du réformisme parlementaire des sociaux-démocrates, des ex-staliniens et de la soi-disant « extrême gauche », qui soutiennent et sauvegardent l'ordre capitaliste. Lénine lui-même a d'ailleurs été accusé d'anarchisme parce qu'il s'opposait aux falsificateurs réformistes du marxisme. Quand ce dirigeant bolchévique arriva en Russie en avril 1917 et appela à une révolution ouvrière pour renverser le Gouvernement provisoire capitaliste, les menchéviks l'accusèrent d'être « un candidat au [...] trône de Bakounine ! » (Soukhanov, *The Russian Revolution, 1917: A Personal Record* [La Révolution russe :

souvenirs personnels], 1984). (Bakounine était le dirigeant anarchiste de la Première Internationale.) Comme Lénine l'a écrit dans *l'Etat et la révolution* : « *Les opportunistes de la social-démocratie contemporaine ont accepté les formes politiques bourgeoises de l'Etat démocratique parlementaire comme une limite que l'on ne saurait franchir et ils se sont fendu le front à se prosterner devant ce "modèle", en taxant d'anarchisme toute tentative de briser ces formes.* »

Il n'est pas surprenant que l'on assiste à une sorte de renaissance des positions anarchistes, fertilisées par le triomphalisme de la bourgeoisie qui proclame partout que « le communisme est mort ». La Révolution russe avait redéfini la gauche à l'échelle mondiale, et sa destruction finale est en train d'avoir un impact similaire dans le sens inverse. Au temps où le nouvel Etat ouvrier était un phare de la libération, et au plus fort des soulèvements révolutionnaires que la Révolution russe inspirait au niveau international, les meilleurs militants anarchistes et syndicalistes (par exemple James P. Cannon, Victor Serge, Alfred Rosmer) sont devenus des combattants dévoués et disciplinés du communisme de Lénine et Trotsky. L'anarchiste Victor Serge, qui rompit plus tard avec le marxisme, vilipenda les sociaux-démocrates qui avaient poussé les ouvriers dans le carnage impérialiste de la Première Guerre mondiale, et il se rendit en Russie soviétique pour soutenir le nouvel Etat ouvrier. Au cours des batailles contre les contre-révolutionnaires revanchards (que certains anarchistes ont criminellement soutenus), Serge adhéra au Parti bolchévique et écrivit à ses amis anarchistes français pour appuyer le communisme par opposition à l'anarchisme :

« *Qu'est-ce que le parti communiste au moment de la révolution ? C'est l'élite révolutionnaire, fortement organisée, disciplinée, obéissant à une direction d'ensemble, marchant vers un but clairement défini par des voies que trace une doctrine scientifique. Tel quel, ce parti est le produit de la nécessité, c'est-à-dire des lois mêmes de l'histoire. L'élite révolutionnaire qui, aux heures de violence, resterait inorganisée, indisciplinée, sans direction d'ensemble, abandonnée à des impulsions variables voire contraires, se suiciderait. Le contraire n'est pas soutenable* » (la *Vie ouvrière*, 31 mars 1922).

La popularité diffuse de l'« anarchisme » parmi les jeunes aujourd'hui est en soi un reflet de la régression de la conscience politique dans la nouvelle période politique qui a commencé avec la défaite colossale

qu'a constituée la contre-révolution capitaliste en URSS et en Europe de l'Est. Au fond l'anarchisme c'est une forme d'idéalisme démocratique radical qui en appelle, pour servir l'humanité, à une bonté innée que tout le monde aurait, y compris les impérialistes les plus rapaces. La Ligue des justes (qui changea de nom pour devenir la Ligue des communistes à peu près à l'époque où Karl Marx y adhéra en 1847) avait comme principal slogan « *Tous les hommes sont frères* ». Marx, qui fit remarquer qu'il y avait certains hommes dont il n'était ni ne désirait être le frère, convainquit ses camarades de changer le slogan en « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

Historiquement, l'anarchisme s'est avéré un obstacle de collaboration de

Suite page 4

Protestons contre les arrestations des dirigeants d'EKIN !

Libération immédiate de tous les nationalistes basques !

17 septembre – Le 13 septembre, 300 flics espagnols ont arrêté 20 dirigeants du mouvement nationaliste basque au cours d'une razzia de type nuit-et-brouillard appelée « Loup noir ». Le gouvernement espagnol prétend avoir maintenant arrêté toute la direction d'EKIN, le groupe paravent qui constitue la direction politique du mouvement nationaliste basque radical, y compris sa branche militaire l'ETA, sa face politique Euskal Herritarrok, son mouvement de jeunesse Jarrai, etc. EKIN a été fondé en 1999 après que KAS, l'organisation précédente, avait été interdite. Parmi les personnes arrêtées figurent Xabier Alegria et Ana Lizarralde. L'avocat des nationalistes basques, José Maria Matanzas Gorostizaga, a été mis derrière les barreaux, ce qui revient à criminaliser la simple défense d'EKIN/ETA ! Et le 15 septembre, la police française a arrêté à Bidard, dans le Pays basque français, Ignacio Gracia Arregui, un des dirigeants principaux de l'ETA, au cours d'une opération à laquelle les flics espagnols ont prêté assistance. Nous exigeons : **Liberté immédiate pour les militants arrêtés et pour les plus de cinq cents autres qui pourrissent en prison, souvent depuis des années !**

La récente vague d'arrestations est une réponse des gouvernements espagnols et français à la rupture du cessez-le-feu unilatéral de l'ETA qui s'est soldée par la mort d'une douzaine de capitalistes basques, de flics, de politiciens ou idéologues bourgeois et de dirigeants du PSOE réformiste espagnol (ces derniers étaient tous d'anciens hauts représentants de l'Etat bourgeois du temps de la coalition entre le PNV nationaliste et le PSOE dans le Pays basque). Pour les marxistes, ces meurtres ne sont pas des crimes contre la classe ouvrière. Les marxistes s'opposent à la stratégie petite-bourgeoise désespérée du terrorisme individuel ; mais quand les opprimés agissent contre la bourgeoisie et son Etat, nous les défendons contre la répression capitaliste. Comme l'a écrit en 1939 Trotsky, le dirigeant révolutionnaire bolchévique, en défense de Herschl Grynszpan, un jeune Juif poursuivi en justice pour avoir abattu un dignitaire nazi de l'ambassade d'Allemagne à Paris : « *Nous, marxistes, considérons la tactique du terrorisme individuel comme inopérante pour les tâches de la lutte libératrice du prolétariat ou des peuples opprimés. Un seul héros isolé ne peut pas remplacer les masses. Cependant nous ne comprenons que trop bien le caractère inévitable de ces actes convulsifs de désespoir et de vengeance. Toutes nos émotions, toute notre sympathie vont aux vengeurs qui se sacrifient, même s'ils n'ont pas trouvé la voie juste. [...] Ils deviennent rares les gens qui soient même capables de s'indigner contre l'injustice*

et la bestialité. Mais ceux qui, comme Grynszpan, sont capables d'agir conformément à ce qu'ils pensent, prêts au sacrifice de leur vie, sont le précieux levain de l'humanité. »

En tant qu'internationalistes prolétariens révolutionnaires, nous défendons le **droit du peuple basque à l'indépendance, aussi bien au Nord qu'au Sud des Pyrénées**. Nous dénonçons la violente répression contre les Basques menée par le gouvernement de front populaire dirigé par Jospin en France, qui arrête et déporte couramment les militants basques vers l'Espagne. Dans le passé, sous Mitterrand, la police française a collaboré avec le gouvernement PSOE quand celui-ci avait créé les escadrons de la mort du GAL qui ont assassiné au moins 27 personnes. Et aujourd'hui le gouvernement français réprime aussi les nationalistes bretons et corses. Nous exigeons : **Liberté pour tous ces nationalistes emprisonnés !**

L'Espagne est submergée par une hystérie toujours croissante contre les nationalistes basques, une campagne à laquelle adhère tout l'éventail de la gauche qui participe régulièrement aux manifestations réactionnaires de masse contre l'ETA en compagnie du PP au pouvoir et des sociaux-démocrates du PSOE. Le chauvinisme espagnol est utilisé pour diviser la classe ouvrière et pour l'affaiblir face aux attaques massives du gouvernement de droite contre les conditions de vie et la sécurité de l'emploi, et qui prennent particulièrement pour cible les ouvriers immigrés, qui sont plus vulnérables. Cela a culminé dans un pogrome raciste contre des ouvriers maghrébins à El Ejido au début de l'année. En même temps, l'Espagne est l'avant-poste le plus avancé de la forteresse Europe raciste de l'UE dirigée par les sociaux-démocrates pour empêcher l'immigration qui vient et passe par l'Afrique du Nord. On estime que plusieurs centaines d'immigrés au moins sont morts noyés ces dernières années en tentant de traverser le détroit de Gibraltar. Pour ne parler que de cette semaine, en un seul jour au moins 136 immigrés étaient arrêtés par la police espagnole dans le détroit. Nous exigeons : **A bas les déportations racistes ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés, immédiatement !**

La défense du droit des Basques à l'autodétermination est fondamentale à la lutte pour une révolution prolétarienne en Espagne. Nous exigeons : **Liberté immédiate pour Xabier Alegria, Ana Lizarralde et les autres nationalistes basques emprisonnés ! Défense du droit à l'indépendance du peuple basque ! Pour des partis trotskystes en Espagne et en France, sections d'une Quatrième Internationale reforcée !**

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez
Réalisation : Xavier Brunoy
Diffusion : Marc Guétier
Directeur de publication : Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Roto Presse Numéris
36-40 Bd Robert Schuman - 93190 Livry-Gargan
Commission paritaire : n°59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Meetings-débats de la LTF

Ecrasons l'exploitation impérialiste par la révolution ouvrière internationale ! L'impérialisme, la « mondialisation de l'économie » et le réformisme

Vendredi 13 octobre, 20h00

Nous sommes le parti de la Révolution russe ! Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

Vendredi 10 novembre, 20h00

Paris :

CICP, 21 ter, rue Voltaire, Paris 75011 (M° Rue des Boulets)

Jospin/Gayssot, Blair imposent l'extorsion capitaliste

Les protestations sur le prix des carburants secouent le gouvernement, et toute l'Europe

Début septembre les routiers, taxis, ambulanciers, paysans et autres chauffeurs propriétaires dans le transport privé entamaient une épreuve de force contre le gouvernement Jospin/Gayssot/Voynet en bloquant les raffineries, les autoroutes et menaçant ainsi d'une paralysie complète l'économie du pays. Ils protestaient contre les prix exorbitants des carburants. Après les concessions du gouvernement (moins 35 centimes de taxe par litre de gazole cette année, 25 l'année prochaine) et avec l'aide des bureaucraties syndicales domestiquées, les barrages ont finalement été levés. Cependant la révolte couve toujours et les protestations d'autres secteurs se poursuivent. Pour tenter de désamorcer la crise le gouvernement vient d'annoncer une réduction des taxes sur le carburant de 20 centimes pour tout le monde et une certaine stabilisation du prix de l'essence.

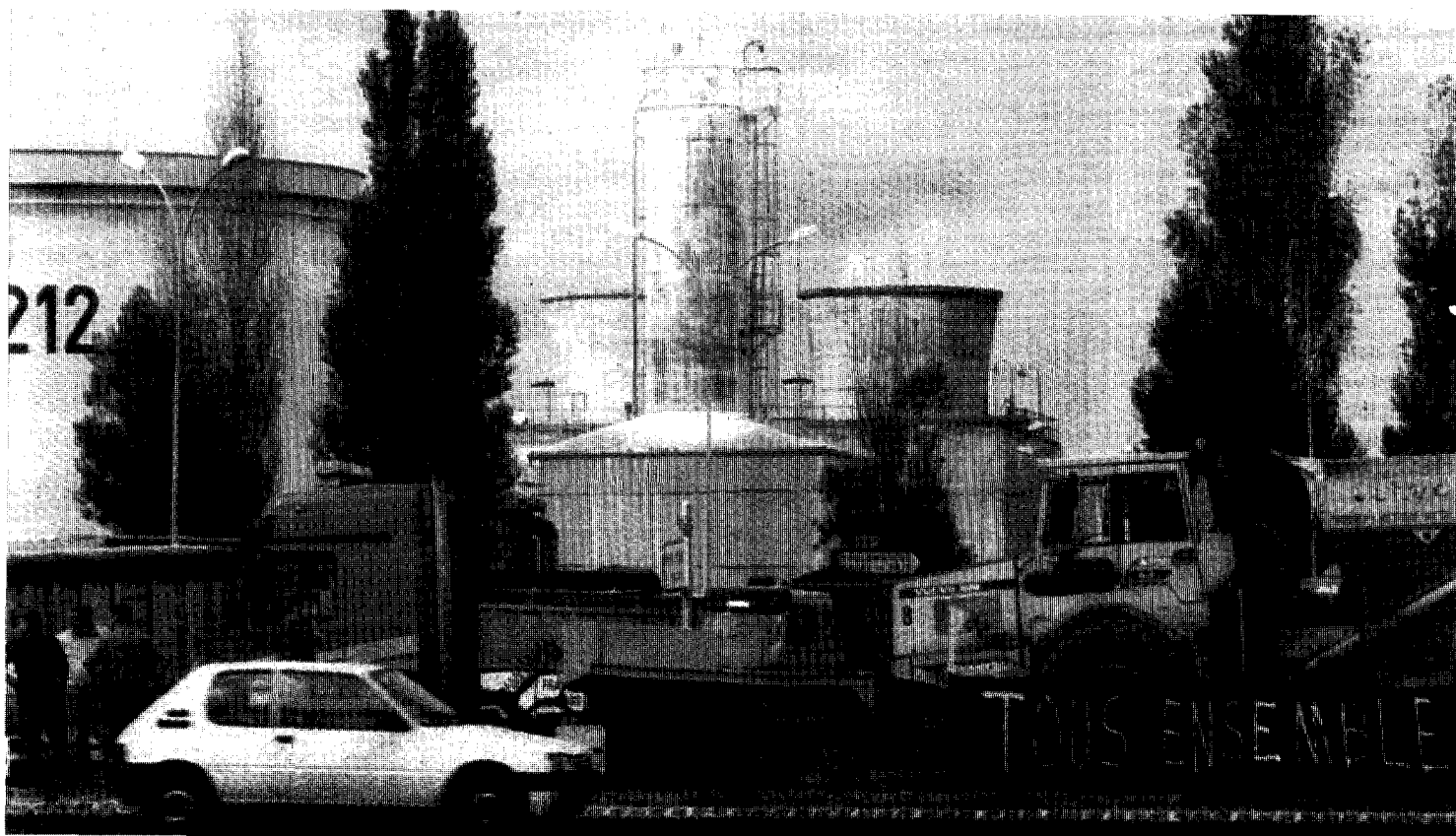
De telles protestations se sont également multipliées dans toute l'Europe. En Grande-Bretagne, l'asphyxie totale du pays, suite aux blocages des raffineries de pétrole et des dépôts par les manifestants, n'était plus qu'une question de jours. Alors que les pompes à essence étaient à sec, les rayons des supermarchés étaient vides, les banques manquaient de cash et les compagnies ferroviaires annonçaient que les travailleurs ne pourraient pas se rendre à leur travail. Cela fait voler en éclats le mythe de la « nouvelle économie » d'après lequel le capitalisme « mondialisé » opère dans la réalité virtuelle et où on déplace les marchandises d'un bout à l'autre du pays d'un simple clic de souris. L'économie capitaliste dépend du travail du prolétariat, et du carburant qui est livré par les chauffeurs de camions-citernes.

Les actions des camionneurs étaient extrêmement populaires (un sondage faisait sensation en révélant que 88 % de la population en France soutenait les barrages des routiers). Elles exprimaient l'opposition aux gouvernements de Jospin/Gayssot, de Blair en Grande-Bretagne, de Schröder en Allemagne, qui en tant que gouvernements capitalistes, cherchent à faire grimper les superprofits des patrons grâce à des attaques dévastatrices contre les moyens d'existence des travailleurs, en démantelant les programmes sociaux et en écrasant les pauvres.

Les taxes exorbitantes sur des produits comme l'essence et le gazole, sont des taxes dégressives qui frappent le plus durement les pauvres et les travailleurs. En France le gouvernement taxe l'essence à raison de près de 70 % et le gazole de près de 60 %. Depuis 1998 l'essence a augmenté de près de 30 % et le gazole de près de 50 %. Le coût des transports publics est très élevé tout comme le coût d'avoir une voiture. Dans une société industrielle les voitures ne sont pas un luxe mais sont essentielles pour bon nombre de travailleurs pour aller travailler.

En France les barrages étaient appelés et dirigés par les trois associations patronales du transport routier, qui comprennent dans une large mesure de nombreux petits propriétaires et artisans routiers. Dans le transport routier en France, 1,1 % des entreprises (soit 419) emploient plus de 100 personnes (au total 113 300 personnes ou 33,22 % de l'ensemble du secteur), ils font aussi environ le tiers du chiffre d'affaire. Mais 85 % des entreprises emploient moins de 10 personnes, et il y a 17 241 artisans routiers qui possèdent et conduisent leur propre camion.

Les forces dirigeant ces manifestations



Les routiers bloquent la raffinerie de Grandpuits (Seine-et-Marne), le 8 septembre. Une grève dure des travailleurs des transports transformerait les protestations en une puissante lutte de classe contre le front populaire de Jospin/Gayssot/Voynet. Une telle mobilisation de la classe ouvrière exige une opposition implacable à la bureaucratie syndicale procapitaliste.

étaient en grande partie petites-bourgeoises. L'attitude des marxistes vis-à-vis de telles mobilisations petites-bourgeoises est déterminée par la cible des protestations et la nature des revendications avancées : est-ce qu'elles sont dans l'intérêt du prolétariat ? Cette fois-ci, les protestations visaient clairement le gouvernement Jospin, et effectivement la revendication est soutenable du point de vue du prolétariat. Etant donné leur position dans la société, pris entre les deux classes ayant une puissance sociale – les capitalistes et la classe ouvrière –, des groupes comme les paysans et les petits entrepreneurs de transport prennent des orientations qui vont largement osciller : parfois ils protestent aux côtés des ouvriers, et parfois ils deviennent un terrain de recrutement pour les fascistes.

Une direction révolutionnaire du mouvement ouvrier doit chercher à prendre la tête de telles protestations afin de les diriger contre le véritable coupable : le capitalisme. Jamais depuis son arrivée au pouvoir en 1997 le front populaire de Jospin n'a été si près de tomber. Aujourd'hui la cote de popularité de Jospin a plongé de plus de 20 points (un tiers !) dans les sondages et c'est un gouvernement affaibli et instable qui émerge suite à cette mobilisation et à la démission de Chevènement autour de la question corse. Cette crise a non seulement illustré une nouvelle fois la nature capitaliste du gouvernement de Jospin/Gayssot mais aussi tout particulièrement le rôle traître de la bureaucratie syndicale qui a joué un rôle central pour empêcher une mobilisation ouvrière et éviter que le gouvernement Jospin ne tombe.

Une grève dure des routiers transformerait les protestations en une puissante lutte de classe contre le front populaire capitaliste de Jospin/Gayssot. Elle pourrait faire appel aux cheminots et à tous les travailleurs du transport pour mettre en grève le rail et les transports en commun. Le potentiel pour une telle action est évi-

dent : à la SNCF une grève est annoncée pour le 28 septembre pour les salaires et contre l'aggravation du taux d'exploitation avec la mise en place de la loi Aubry.

En fait la classe ouvrière étouffe sous le prix de l'essence et les autres attaques menées par le front populaire pour accroître l'austérité capitaliste. Avec la mise en place de la loi Aubry sur les « 35 heures », la classe ouvrière fait face aux « restructurations », au blocage des salaires, et au « plan Fabius », un plan bidon de « réduction » d'impôts qui favorise les grandes entreprises et les riches. A la Poste, à France Télécom, etc., la rage monte contre le gouvernement Jospin.

Mais une telle mobilisation de la classe ouvrière exige une opposition implacable à la bureaucratie syndicale procapitaliste. Les barrages contre les prix de l'essence utilisaient des tactiques combatives, mais la question fondamentale c'est celle du programme et de la direction politique. La tâche qui est posée de façon urgente, c'est de forger un parti prolétarien révolutionnaire, qui est l'instrument qu'il faut pour diriger la classe ouvrière en lutte, et qui doit s'engager à rien moins qu'une révolution ouvrière victorieuse contre tout le système capitaliste pourri. C'est pour construire un tel parti que la LCI lutte en France et internationalement.

Dès le commencement du mouvement, début septembre, les dirigeants syndicaux traîtres ont volé au secours du front populaire (la coalition bourgeoise des partis réformistes de masse du PS et du PCF avec la bourgeoisie) de Jospin/Gayssot/Voynet. Toutes les fédérations syndicales des transports (CFDT, CGT, FO, ...) ont publié ensemble un communiqué commun appelant leurs membres à « ne pas participer aux actions des patrons routiers », sous prétexte qu'ils devaient « se mobiliser en défense de leurs propres revendications » (*L'Humanité*, 8 septembre). Mais la baisse du prix de l'essence et du gazole est dans l'intérêt des

travailleurs !

Le MEDEF, l'association des patrons, a aussi dénoncé les barrages (y compris de ses propres membres !) dès qu'il a réalisé le potentiel explosif de la question. Il craint qu'ils ne déclenchent une manifestation plus large de la classe ouvrière contre eux et contre le gouvernement. Ainsi Seillière, le président du MEDEF, a déclaré le 7 septembre : « Il est profondément grave qu'en France des professions souhaitent se faire justice à elles-mêmes en utilisant des moyens qui ne sont pas légaux. [...] Nous avons à maintes reprises demandé au gouvernement de s'opposer à ces méthodes qui ne sont pas dignes d'une vraie démocratie [...]. Il faut rapidement mettre un terme à des comportements qui sont dangereux pour la France, dans son économie » (*Le Monde*, 9 septembre). Ceux

Suite page 13

**Pour contacter
la Ligue
trotskyste
et
la Jeunesse
spartaciste**

Paris

Le Bolchévick
BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévick
BP 240
76003 Rouen cedex
Tél : 02 35 73 74 47

Déclaration...

Suite de la page 2

classes à la libération des opprimés. Certains anarchistes, s'unissant aux armées blanches contre-révolutionnaires, ont salué le soulèvement de Cronstadt contre la Révolution russe. Cronstadt continue aujourd'hui d'être une pierre de touche anti-communiste pour les anarchistes. Pendant la Guerre civile espagnole, des anarchistes sont devenus ministres dans le gouvernement de front populaire qui a désarmé et réprimé la lutte contre le capitalisme des ouvriers en armes, ouvrant la voie à des décennies de dictature franquiste.

Aujourd'hui aussi, dans les manifestations anti-«mondialisation», ces divergences fondamentales entre le marxisme révolutionnaire et l'idéalisme libéral anarchiste sont visibles. L'idée que les grandes entreprises capitalistes ont désormais transcendé le système d'Etat-nation et gouvernent le monde par la voie d'institutions comme le FMI et l'OMC, est foncièrement fautive. La «mondialisation» n'est qu'une resucée de la théorie d'«ultra-impérialisme» qu'avait avancée le social-démocrate allemand Karl Kautsky. Il prétendait que les capitalistes de différents pays pouvaient résoudre leurs conflits d'intérêts par des voies pacifiques (et même démocratiques). Comme nous l'avons souligné dans notre brochure *l'Impérialisme, la «mondialisation de l'économie» et le réformisme*: «Les sociétés dites multinationales ou transnationales n'opèrent pas par-dessus le système des Etats-nations ou indépendamment de lui. Au contraire, l'existence même de ces "multinationales" dépend de leurs Etats bourgeois nationaux respectifs pour protéger leurs investissements à l'étranger contre l'hostilité de la population et contre des Etats capitalistes rivaux. C'est pourquoi les Etats impérialistes doivent entretenir de puissantes forces militaires et une base industrielle nationale correspondante.»

Beaucoup des organisations qui soutiennent la mobilisation de Prague appellent au «contrôle démocratique» sur le FMI et la Banque mondiale pour améliorer la situation des peuples du Sud (Asie, Afrique et Amérique latine). Le PDS (Parti du socialisme démocratique) allemand argumente que le travail du FMI et de la Banque mondiale doit devenir plus transparent et qu'il faut des Nations Unies vraiment internationales. Ces appels à agir au nom des ouvriers et des opprimés qui sont adressés à leurs patrons et oppresseurs directs, nous les appelons l'«impérialisme des droits de l'homme». Ces appels à l'impérialisme pour qu'il devienne en quelque sorte responsable et humain ne sont pas seulement absurdes, ils sont réactionnaires parce qu'ils sèment des illusions mortelles; ils font croire que la dictature de la bourgeoisie sous son déguisement «démocratique» pourrait, d'une manière ou d'une autre, jouer le rôle d'agent d'un changement social qui soit dans l'intérêt des ouvriers et des opprimés. Ce mensonge lie les exploités à leurs exploités et représente une voie sans issue pour la lutte sociale.

L'idée qu'un système «mondial» de Nations Unies pourrait agir dans l'intérêt de l'humanité est un mensonge qui masque les mécanismes économiques fondamentaux du capitalisme impérialiste. L'impérialisme n'est pas une politique basée sur de «mauvaises idées» mais fait partie intégrante du fonctionnement d'un système basé sur la propriété privée, sur la recherche du profit et sur la nécessité pour le capitalisme de conquérir de nouveaux marchés. Comme Lénine l'a expliqué en parlant du prédécesseur de l'ONU, la Société des Nations: «Il est apparu que la Société des Nations n'avait pas d'existence réelle, que l'union des puissances capitalistes n'était qu'un leurre et qu'elle n'était, en fait, qu'une association de forbans dont chacun cherchait à ravir quelque chose à son voisin. [...] La propriété privée, c'est le vol, et l'Etat fondé sur la propriété est un Etat de rapaces, qui font la guerre pour partager le butin» («Discours à la confé-

rence des présidents des comités exécutifs», 15 octobre 1920, *Oeuvres*, tome 31).

La première intervention de l'ONU (1950-1953) fut une «action de police» contre les Etats ouvriers déformés nord-coréen et chinois, au cours de laquelle jusqu'à 4 millions de Coréens ont été massacrés. Dix ans plus tard, c'est sous les auspices de l'ONU que fut organisée l'intervention militaire meurtrière dans l'ex-Congo belge comprenant l'assassinat du dirigeant nationaliste de gauche Patrice Lumumba.

Une des variantes d'anarchistes les plus à gauche, a écrit un article sur le «site web A-Infos» qui se distingue nettement des organisateurs de la manifestation de Prague par son refus tranchant d'implorer l'ennemi de classe pour lui demander d'agir moralement en «abolissant la dette du tiers-monde». Il appelle à écraser le

jour d'hui l'écho, selon lequel les ouvriers ne doivent pas aspirer à l'abondance mais vivre une existence communautaire spartiate. Demander aux ouvriers de se «serrer la ceinture» c'est en fait le programme prêché par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale dans les politiques d'«austérité» draconiennes qu'ils infligent aux masses du «tiers-monde». Au nom de la «défense de l'environnement», les partis écologistes qui font aujourd'hui partie des coalitions gouvernementales en Allemagne et en France sont même plus agressifs que les sociaux-démocrates pour imposer l'«austérité». Face aux récentes protestations massives contre les prix exorbitants de l'essence, les Verts en France se sont opposés aux concessions du Premier ministre, du Parti socialiste, réduisant de 15 % la taxe sur l'essence.

A l'opposé de l'impulsion des anar-

chèrent comme acquises - l'électricité, les écoles, l'eau potable au robinet, les médicaments, le transport public, les ordinateurs - il faudra effectuer un énorme bond dans la capacité industrielle et technologique. Ce bond requiert une révolution internationale victorieuse dirigée par une avant-garde révolutionnaire consciente qui fasse prendre conscience à la classe ouvrière de sa mission et qui l'arrache des mains des larbins réformistes et pseudo-révolutionnaires du capitalisme.

C'est précisément parce qu'ils sont au service de la bourgeoisie que les «Verts» nationalistes bourgeois ferment les yeux devant les plus grands désastres écologiques de la planète. Joschka Fischer, par exemple, le ministre «vert» des Affaires étrangères du Quatrième Reich a bruyamment soutenu le bombardement de la Serbie. Les Balkans sont maintenant criblés de douilles d'uranium appauvri; l'eau est empoisonnée, l'industrie moderne et l'infrastructure sociale ont été détruites. Cela signifie que le véritable décompte des victimes de la guerre des Balkans va continuer à s'allonger pendant les années à venir. Avec des «Verts» comme ça, pas besoin du Dr. Folamour, d'IG Farben ou de Dow Chemical Company!

De même, la guerre du Golfe contre l'Irak en 1991 a détruit l'une des sociétés les plus avancées de cette région du monde. Il y a dix ans, le taux de mortalité infantile en Irak était parmi les plus bas du monde; aujourd'hui il est le plus élevé; une population dont l'écrasante majorité savait lire et écrire et avait accès aux soins médicaux est aujourd'hui en train de mourir de faim à cause du blocus actuel des Nations Unies. Les organisations soi-disant de «gauche» qui étaient opposées à la guerre aérienne dévastatrice contre l'Irak, avaient proposé ces sanctions de l'ONU comme alternative «humanitaire». La LCI s'était opposée aux sanctions qui sont un acte de guerre qui a tué davantage de gens que les bombes. On ne peut expliquer le silence assourdissant sur ces questions dans toute propagande officielle pour les protestations anti-«mondialisation» de Seattle, Washington et Prague que par le fait que la soi-disant gauche a soutenu ces crimes atroces de l'impérialisme des droits de l'homme». La LCR française a ouvertement appelé à une intervention militaire impérialiste au Kosovo sous le contrôle de l'OSCE ou de l'ONU (*Rouge*, 1^{er} avril 1999). La LICR (par la voie de Workers Power, organisation sœur de Pouvoir ouvrier en France) a ouvertement fait campagne pour la défaite des forces serbes par l'UCK, instrument de l'impérialisme de l'OTAN, a partagé la tribune avec des partisans enthousiastes du bombardement de l'OTAN lors d'un meeting à Londres. Elle a aussi applaudi au retrait des troupes serbes, et déclaré stupidement qu'à la suite de la victoire de l'OTAN au Kosovo, «une situation pré-révolutionnaire est en train de mûrir» («The Fight to Overthrow Milosevic in Serbia» [Le combat pour renverser Milosevic en Serbie], déclaration de la LICR du 11 août 1999).



La LCI a appelé à la défense militaire de la Serbie contre les impérialistes des USA, de l'OTAN et de l'ONU pendant la guerre des Balkans en 1999.

FMI et la Banque mondiale et propose: «On fera directement la demande non aux apaiseurs et Cie, mais aux organisations ouvrières et à leurs directions réformistes pour bazarder le FMI et la Banque mondiale et pour abolir les trillions de dollars de dette MAINTENANT!» Mais on ne transformera pas le monde par des slogans avancés lors d'une grosse manif ou même d'une grosse grève, et les directions réformistes auxquelles l'article fait appel soutiennent le capitalisme impérialiste. Comment alors passer du capitalisme au socialisme? C'est à cette question que l'anarchisme n'a pas de réponse.

La théorie marxiste et le modèle des bolchéviks de Lénine qui ont conduit la classe ouvrière au pouvoir d'Etat lors de la Révolution russe d'octobre 1917 sont la seule voie révolutionnaire. Les ouvriers ne peuvent pas s'emparer de la machine d'Etat capitaliste et la «réformer» dans l'intérêt des opprimés. Ils doivent se battre pour le pouvoir, écraser l'Etat capitaliste et créer un Etat ouvrier - une dictature du prolétariat - qui réprimera la résistance contre-révolutionnaire des ex-oppresseurs capitalistes. Les bolchéviks de Lénine ont aboli la dette amassée par le tsar et la bourgeoisie russe en prenant le pouvoir et en refusant de la payer. Cela faisait partie intégrante de la perspective révolutionnaire internationaliste des bolchéviks - non pas se concilier l'impérialisme, mais combattre pour étendre la Révolution russe et aller vers une révolution socialiste mondiale. Ils comprenaient qu'on ne pouvait pas construire le socialisme dans un pays seulement.

Nous autres marxistes nous battons pour l'élimination de la pénurie, pour une société dans laquelle les ouvriers profitent des fruits de leur travail aujourd'hui expropriés par les capitalistes. Cela va à l'encontre des aspects réactionnaires de l'idéalisme prêché par des anarchistes traditionnels comme Proudhon et dont les «Verts» petits-bourgeois se font au-

chistes et des Verts à freiner l'avance technologique et à réduire les niveaux de consommation, nous autres marxistes sommes du côté de Big Bill Haywood, un dirigeant des IWW (Industrial Workers of the World [Travailleurs industriels du monde], connus également sous le nom de «Wobblies»). Répondant à un camarade qui lui reprochait de fumer un bon cigare, il rétorqua: «Rien n'est trop bon pour le prolétariat!» Les marxistes savent que l'histoire du progrès humain c'est la lutte pour maîtriser les forces de la nature. Le développement de l'agriculture et la domestication des animaux sont une incursion heureuse dans l'«écologie naturelle» de la planète qui a créé un surplus social, fournissant un moyen d'échapper au combat bref et brutal pour la survie quotidienne dans la société humaine primitive. Pour étendre aux masses pauvres du «tiers-monde» toutes les choses que les militants de gauche petits-bourgeois à l'Ouest consi-

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

20 F pour 4 numéros (1 an)
(incluant Spartacist)

Hors Europe : 30 F (avion 40 F) - Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____ Pays _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

La LCI, par contre, s'est partout battue pour la défense militaire de la Serbie contre l'impérialisme des USA, de l'ONU et de l'OTAN sans donner un milligramme de soutien politique au chauvin serbe Milosevic. De même précédemment, lors de la guerre du Golfe, nous avons cherché à mobiliser le prolétariat pour la défaite de l'impérialisme et nous avons appelé sans ambages à la défense de l'Irak. (Cf. la déclaration de la LCI d'avril 1999 sur les Balkans, dans *Spartacist* édition française n° 33, printemps 2000.) Les révolutionnaires internationalistes luttent pour la défaite de leur « propre » bourgeoisie et pour la défense des victimes de la guerre impérialiste. L'orgie de social-chauvinisme dans laquelle se sont vautrées les organisations de la pseudo-extrême gauche découle directement de leur soutien aux gouvernements européens qui ont mené la guerre des Balkans. Deux ans auparavant, le SWP britannique avait fait campagne pour Tony Blair et avait déclaré être « aux anges » après son élection, alors que Blair était le plus grand « faucon » de l'OTAN en Europe. Dans la guerre des Balkans le SWP britannique avait une position qui semblait à gauche en comparaison avec la bande de flagorneurs qui s'excitaient pour le « pauvre petit Kosovo » ; mais le soutien plein et entier du SWP à Tony Benn et son « nouveau » travaillisme, dont l'opposition à la guerre était totalement imprégnée de l'anti-américanisme chauvin de la « petite Angleterre », montre quel était son jeu. Un mouvement qui demande que la guerre soit menée directement par les brutes impérialistes d'Europe plutôt que par celles des Etats-Unis, en voilà un mouvement antiguerre !

A l'extrême droite de toutes ces variantes de nationalistes, il y a les fascistes. L'an dernier, les nazis allemands ont manifesté avec des mots d'ordre contre la guerre des Balkans comme « *Pas de sang allemand pour des intérêts étrangers !* » L'anti-américanisme nationaliste dont est imprégné le mouvement européen anti-« mondialisation » s'étend carrément jusqu'au fascisme. Des organisations fascistes tchèques ont l'intention d'organiser une provocation pour leur programme de génocide à Prague le 23 septembre.

Dans le creuset de la première guerre importante en Europe depuis 50 ans, les pseudo-« trotskystes » se sont révélés être des produits de décomposition de la « mort du communisme ». Aujourd'hui ils manœuvrent pour se mettre à la tête du « mouvement anti-mondialisation » et le contrôler. Mais il faut être bien naïf pour faire confiance à des groupes qui ont aidé à mettre au pouvoir les gouvernements capitalistes européens actuels, et de croire qu'ils peuvent maintenant lutter contre ces gouvernements, leurs banques et leurs institutions dans l'intérêt des opprimés. Loin de présenter une alternative marxiste à l'anarchisme, les pseudo-trotskystes sont des opposants actifs au marxisme révolutionnaire qu'incarnent le programme et le travail de la LCI.

La base matérielle de l'opportunisme et du chauvinisme

L'idéologie bourgeoise, comme par exemple le nationalisme, le patriotisme, le racisme et la religion, pénètre dans la classe ouvrière principalement par le truchement des « lieutenants ouvriers du capital », autrement dit les bureaucraties syndicales parasitaires qui s'appuient sur la couche supérieure privilégiée de la classe ouvrière. S'ils ne sont pas remplacés par une direction révolutionnaire, ces réformistes ne feront que désarmer la classe ouvrière face aux attaques capitalistes et laisseront détruire ou paralyser les organisations du prolétariat en enchaînant de plus en plus les syndicats à l'Etat capitaliste. Dans son ouvrage de 1916, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine expliquait : « *Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité écono-*

mique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance. Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme [...]. Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux [comme le menchévik Martov] qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère. »

Le chauvinisme et la veule capitulation devant la bourgeoisie des organisateurs du mouvement anti-« mondialisation » sautent aux yeux. Ainsi les organisateurs syndicaux de la manifestation de Seattle contre l'OMC se sont unis à des forces anti-communistes d'extrême droite pour dénoncer le « travail esclavagiste » dans les Etats ouvriers déformés chinois et vietnamien. Ils ont jeté de l'acier chinois dans le port avec des pancartes proclamant « *le peuple d'abord, pas la Chine d'abord* ». Des bureaucrates syndicaux américains ont fait campagne pour que les camionneurs mexicains soient interdits d'activité aux Etats-Unis ; ils confirment bien la description que Trotsky a faite de la bureaucratie syndicale américaine, à savoir qu'elle est l'instrument idéal de Wall Street pour la domination impérialiste de l'Amérique latine. Ce n'est pas pour rien que l'AFL-CIO est surnommée « AFL-CIA » dans toute l'Amérique latine. Cela n'empêche pourtant pas l'organisation Rifondazione Comunista et le groupe pseudo-trotskyste *Proposta* d'Italie de considérer la « direction » de l'AFL-CIA comme l'exemple à suivre par les ouvriers européens (voir *Proposta* n° 27, janvier 2000) !

Avant Prague, le SWP britannique avait bossé dur pour organiser une manifestation syndicale protravailliste pour la défense des emplois britanniques dans l'usine automobile de Rover. Dans cette manifestation les drapeaux britanniques flottaient partout et il régnait un virulent chauvinisme anti-allemand qui dressait les ouvriers britanniques contre les ouvriers allemands et qui les enchaînait aux capitalistes britanniques. Pour donner une idée du climat chauvin empoisonné : il y avait des slogans comme « *la Grande-Bretagne a gagné deux guerres mondiales, gagnons la troisième* ». Après Rover, le SWP s'est jeté dans la campagne pour l'élection à la



Manifestation de travailleurs sud-coréens contre les mesures d'austérité dictées par le FMI. Seule la révolution prolétarienne internationale peut mettre fin à l'exploitation impérialiste et à l'oppression.

mairie de Londres de Ken Livingstone, un politicien travailliste qui était un partisan forcené de la terreur impérialiste contre la Serbie et d'une police débridée en Grande-Bretagne même. Quand des manifestants anarchistes ont irrésistiblement barbouillé de peinture les symboles de l'impérialisme britannique au cours d'une manifestation du Premier mai à Londres, le SWP est resté en dehors (à part une présence symbolique), de peur de mettre Ken Livingstone, le « rouge », son candidat à la mairie de Londres, dans l'embarras. Livingstone a soutenu la répression policière des manifestants du Premier mai dont plusieurs languissent encore en prison ou

font face à des poursuites.

En France, José Bové dirige des manifestations de masse contre McDonald's et les incursions des fast food américains contre le palais des Français. Notre intérêt, c'est d'organiser les travailleurs horriblement sous-payés de ces chaînes de fast food, quels que soit la nationalité de leur propriétaire ou leur genre de cuisine. De plus, si les préférences culturelles ou culinaires sont synonymes d'« impérialisme », alors selon le point de vue de Bové, c'est des Italiens que nous devrions nous préoccuper, car les gens adorent les pizzas, qui sont aujourd'hui vendues partout des îles Aléoutiennes jusqu'en Amazonie. Etait-ce de l'« impérialisme » lorsqu'un certain équipement allemand, l'imprimerie, conquiert le monde et rendit possible l'alphabétisation de masse ? !

Mais revenons à des choses plus sérieuses. Le chauvinisme et l'opportunisme des bureaucrates syndicaux et des organisations soi-disant de gauche empoisonnent la conscience et la solidarité de classe des ouvriers en fomentant les divisions religieuses, nationales et ethniques. Au cours des dernières années, cela a atteint des niveaux délirants avec la frénésie anti-immigrés. Ceci menace l'unité et l'intégrité du prolétariat en tant que classe, qui sont nécessaires pour résister aux attaques des capitalistes et de leur Etat. Comme le souligne la déclaration de principes de la LCI (*Spartacist* édition française n° 32, printemps 1998) : « *Le capitalisme moderne, c'est-à-dire l'impérialisme, qui s'étend dans tous les recoins de la planète, importe dans le prolétariat, au plus bas de l'échelle, au cours de la lutte des classes et en fonction des besoins de l'économie, de nouvelles sources de main-d'œuvre meilleur marché, surtout des immigrés venant de régions du monde plus pauvres et moins développées, des ouvriers qui ont peu de droits et dont on considère qu'on peut plus facilement se débarrasser en périodes de récession économique. Ainsi le capitalisme crée continuellement de nouvelles couches parmi les ouvriers ; en même temps, il rassemble et mélange les ouvriers de nombreux pays différents. »*

Avec les accords de Schengen, les puissances européennes ont fermé leurs frontières aux immigrés, dont beaucoup fuyaient la destruction contre-révolutionnaire de l'Europe de l'Est. Aujourd'hui, les politiques racistes anti-immigrés des sociaux-démocrates au pouvoir font écho à la démagogie nazie qui dit que « le bateau est plein », et attisent effectivement la terreur fasciste. Pendant ce temps en

En Allemagne dans l'immédiat après-guerre, un petit parti néo-nazi fut interdit en 1952 pour redorer le blason démocratique des héritiers du Troisième Reich qui reconstruisaient l'Allemagne capitaliste sous les auspices de l'impérialisme américain. Mais l'objectif réel c'était de « justifier » une interdiction constitution-



V. Deni et M. Chremnykh

Ce dessin soviétique montre Lénine en train de balayer les rois, les prêtres, les capitalistes.

nelle du Parti communiste allemand en 1956. Nous exigeons : Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! Aucune confiance dans l'Etat bourgeois ! Pour des mobilisations ouvriers/minorités pour stopper les fascistes !

C'est le parti qui est l'instrument de la révolution socialiste

C'est le parti léniniste qui est l'instrument permettant d'apporter la conscience révolutionnaire au prolétariat, d'organiser les luttes prolétariennes et de les guider vers leur consolidation victorieuse en une révolution socialiste. Un parti révolutionnaire doit combattre tout cas d'injustice sociale et toute manifestation d'oppression. Une de nos tâches centrales c'est le combat contre toute oppression des femmes, de même que contre « tout le vieux fatras » revenu en force avec l'obscurantisme religieux, les attaques contre le droit à l'avortement et le fanatisme anti-homosexuels. Il est aussi capital d'allier l'audace de la jeunesse à la puissance sociale du prolétariat pour se battre pour une nouvelle société socialiste.

Nous cherchons à constituer une direction révolutionnaire dont les cadres doivent être éprouvés et formés par la lutte de classe. La voie que nous voulons suivre, c'est que nos forces, modestes pour l'instant, qui adhèrent au programme de Lénine et Trotsky, forment des partis ayant l'expérience, la volonté révolutionnaire et l'autorité parmi les masses qu'il faut pour diriger des révolutions prolétariennes victorieuses. Sans reforgez une Quatrième Internationale trotskyste, on ne pourra pas mener à bien la tâche de diriger les ouvriers et les opprimés vers la victoire du socialisme mondial. Nous ne nous berçons pas d'illusions sur la difficulté de cette voie, et de plus nous réalisons que le fait qu'une bourgeoisie irrationnelle et génocidaire possède la technologie de l'holocauste nucléaire, réduit les possibilités : nous n'avons pas beaucoup de temps.

C'est le programme et les pratiques du communisme authentique qui nous guident. Comme Trotsky l'a écrit dans *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale* (1938) : « *Regarder la réalité en face : ne pas chercher la ligne de moindre résistance ; appeler les choses par leur nom ; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit ; ne pas craindre les obstacles ; être rigoureux dans les petites choses comme dans les grandes ; oser, quand vient l'heure de l'action : telles sont les règles de la IV^e Internationale. »* Adhérez à la Ligue communiste internationale ! ■

Les racines de l'anarchisme

Nous reproduisons ci-dessous le texte, revu pour publication, d'une conférence donnée le 22 juillet dernier par Joseph Seymour, membre du comité central de la Spartacist League/US, devant le Spartacus Youth Club [groupe de jeunesse spartaciste] de New York.

Ce que je voudrais faire ici, c'est examiner les idées et les attitudes de l'anarchisme classique que nous rencontrons aujourd'hui dans la jeunesse radicale américaine, non seulement ceux qui se disent eux-mêmes anarchistes, mais aussi les écologistes radicaux et les libéraux de gauche ; c'est-à-dire des gens comme ceux qui étaient dans les manifestations de Seattle et de Washington, et dont beaucoup sont maintenant autour de la campagne de Nader. Comme nous le verrons, les jeunes qui exigeaient des directeurs de la Banque mondiale qu'ils annulent les dettes des pays pauvres du tiers-monde exprimaient une attitude et une position entièrement compatibles avec les doctrines de Pierre Kropotkine, le principal porte-parole et théoricien de l'anarchisme à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle.

Fondamentalement, l'anarchisme appartient à une famille – on pourrait l'appeler le petit cousin un peu fêlé de cette famille – d'idéalisme démocratique radical. Bon, toutes les formes d'idéalisme démocratique radical dérivent, du point de vue intellectuel, des Lumières des XVII^e et XVIII^e siècles, ou plus précisément de leur aile gauche, et elles ont trouvé une expression organisée grâce à la Révolution française de 1789, qui tenta de traduire dans la réalité les idéaux de l'aile gauche des Lumières. Au début du XIX^e siècle, les différentes écoles du socialisme que Marx et Engels devaient désigner plus tard sous le nom de socialisme utopique étaient une forme d'idéalisme démocratique radical. De nos jours, l'écologisme radical est une forme d'idéalisme démocratique radical, qui, comme nous le verrons, présente à certains égards une étroite ressemblance familiale avec l'anarchisme classique. Le libéralisme qui a pignon sur rue se rattache lui aussi à cette même tradition intellectuelle.

D'après le présupposé central de l'idéalisme démocratique radical, on peut réorganiser le monde plus ou moins instantanément pour le conformer aux idéaux de

De l'idéalisme bourgeois à l'« écologisme radical »



Georges Bartoli

Les anarchistes étaient aux côtés des libéraux avec des appels réformistes « humanitaristes » contre la « mondialisation » lors du procès Bové à Millau en juillet.

la révolution démocratique bourgeoise classique – tels qu'ils s'expriment, par exemple, dans « le droit à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur » de la Déclaration d'indépendance américaine, ou dans la formule plus radicale de « liberté, égalité, fraternité » de la Révolution française, qui elle-même était beaucoup plus radicale. Ces idéaux sont interprétés de manières diverses, mais qui découlent toutes du même présupposé fondamental. Par nature, toutes les formes d'idéalisme démocratique radical sont des doctrines transclasses. Autrement dit, elles s'adressent à tous les hommes, de toutes les classes sociales, y compris les éléments « progressistes » ou « éclairés » des classes possédantes et dirigeantes, pour leur demander d'appliquer ces principes dont beaucoup d'entre eux se réclament – leur demander de mettre en pratique ce qu'ils prêchent.

Que l'anarchisme soit en réalité une forme d'idéalisme démocratique radical, et qu'il en dérive, c'est ce qui ressort très clairement de la carrière de Mikhaïl Bakounine, la figure historique la plus importante du mouvement anarchiste, l'homme qui fonda effectivement ce mouvement. Bien que Bakounine soit principalement connu exclusivement comme anarchiste, il ne le fut que pendant la dernière décennie de sa carrière de militant de gauche radical, qui s'étendit du milieu des années 1840 jusqu'à sa mort au milieu des années 1870. Il fut d'abord hégélien de gauche à l'époque où il était un étudiant radical à l'université de Berlin. Il est intéressant de noter que Friedrich Engels et lui furent en quelque sorte deux alter ego, les « rouges notoires de la fac ». Ils appartenaient à un cercle hégélien de gauche qui s'appelait « les libres ».

Bakounine se fit connaître, pendant les révolutions démocratiques bourgeoises de 1848 en Europe, comme un partisan actif de ce que l'on appelait le « panslavisme démocratique », qui était une forme d'idéologie de libération nationale d'extrême gauche. A cette époque, tous les peuples slaves (à l'exception des Russes) étaient soumis et opprimés par d'autres peuples. Les Slaves du Sud – les Serbes et les Bulgares – faisaient partie de l'Empire ottoman turc. Les Slaves de l'Ouest – les Tchèques et les Slovaques – faisaient partie de l'Empire des Habsbourg, lui-même dominé par des Allemands. La Pologne, qui était le plus grand pays slave après la Russie, était divisée à cette époque entre l'Empire des Habsbourg, la Prusse et l'empire slave de la Russie tsariste.

Bakounine publia ce qu'il appela un « Appel aux Slaves », pour unir et libérer tous les peuples slaves et établir une fédération démocratique radicale des peuples slaves. Ce n'était pas un appel à la paysannerie ou aux masses slaves opprimées et exploitées. C'était littéralement un appel aux Slaves, à tous les Slaves. Engels soumit le manifeste de Bakounine à une critique impitoyable. Ce qui est significatif, c'est qu'Engels allait au-delà des problèmes spécifiques de la question nationale slave pour s'intéresser à la vision du monde sous-jacente qui s'exprimait dans cet appel, et qui a aujourd'hui encore beaucoup d'influence. Engels écrivait : « Il n'est nullement question des obstacles réels

à une telle libération générale, des degrés de civilisation complètement différents des peuples et des besoins politiques aussi différents qu'ils déterminent. Le mot "liberté" remplace tout. De la réalité, pas un mot, ou bien, dans la mesure où on la considère, elle est dépeinte comme une création arbitraire des "congrès de despotes et de diplomates". »

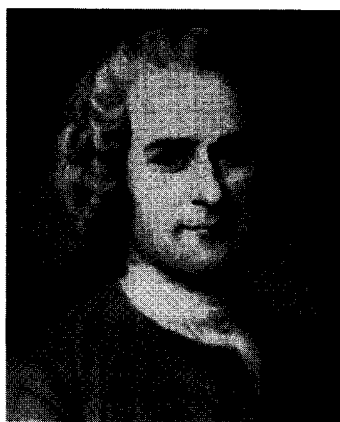
Si vous remplacez « congrès de despotes et de diplomates » par « sociétés multinationales », ce passage vous semblera très familier. On oppose à cette vilaine réalité la prétendue volonté des peuples, et son impératif catégorique, l'exigence absolue de liberté. Engels poursuit : « "Justice", "humanité", "liberté", "égalité", "fraternité", "indépendance" – jusque-là nous n'avons rien trouvé d'autre dans le manifeste panslaviste que ces catégories plus ou moins morales ; elles sonnent bien, certes, mais, dans des questions historiques et politiques elles ne prouvent absolument rien. La "justice", l'"humanité", la "liberté" peuvent bien exprimer mille et mille fois telle ou telle exigence ; si la chose est impossible, elle ne se produit pas et reste malgré tout un "songe creux" » [souligné dans l'original].

Je suis convaincu que ce passage contient l'essentiel de 90 % des discussions et des argumentations que nous avons aujourd'hui avec la jeunesse américaine radicale. Au nom de la justice et de l'humanité, ils demandent à la Banque mondiale d'oublier les dettes des pays pauvres, ils demandent à l'administration Clinton de faire adopter un code du travail international et des normes environnementales internationales, ils demandent à l'OTAN de libérer les Albanais du Kosovo du joug oppressif de la Serbie.

Rousseau et la « nature humaine »

L'influence intellectuelle dominante qui s'exerçait sur la gauche avant Marx était celle de Jean-Jacques Rousseau, qui résumait ainsi sa philosophie politique : « L'homme est né bon, la société le déprave ». Ce discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes fut le texte qui eut la plus grande influence intellectuelle sur des générations de révolutionnaires, depuis les Jacobins de la Révolution française jusqu'à la plupart des « quarante-huitards rouges » de la Révolution de 1848, en passant par les radicaux divers qu'il y avait dans l'Europe du début du XIX^e siècle. Le présupposé central de Rousseau est le suivant : il y a dans l'espèce humaine un instinct naturel – non pas un instinct socialement et historiquement conditionné, mais un instinct naturel – de sympathie et de compassion pour les souffrances d'autres membres de cette espèce.

La tentative la plus substantielle qui ait été faite pour fournir une sorte de justification scientifique à cette position – qu'on pourrait appeler la « solidarité entre membres de la même espèce » – est due à l'anarchiste Kropotkine, dans *L'entraide, un facteur de l'évolution*, un livre qui était considéré comme l'exposé faisant autorité de la doctrine anarchiste à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Les deux premiers chapitres sont consacrés à l'entraide chez les animaux, c'est-à-dire chez les animaux non humains. Pour vous donner une idée des arguments utilisés (je n'invente rien ; je ne suis pas créatif à ce point) : « Quant au grand crabe des Moluques (Limulus), j'étais frappé (en 1882, à l' Aquarium de Brighton) à quel point ces animaux maladroits sont capables d'accorder leur entraide à un camarade en cas de besoin. L'un d'entre eux était tombé sur le dos dans un coin du réservoir, et sa lourde carapace en forme de casserole l'empêchait de retourner à sa position naturelle [...]. Ses camarades sont venus à son secours, et pendant toute une heure



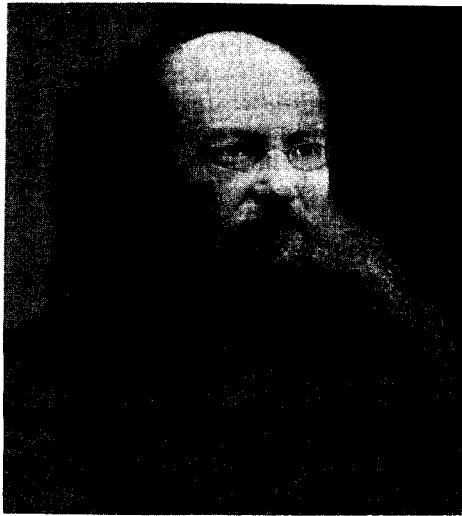
Maurice Quentin de La Tour

La prise de la Bastille en juillet 1789 a déclenché la Grande Révolution française qui a donné une expression organisée à l'idéalisme démocratique de penseurs comme Jean-Jacques Rousseau. La conception anarchiste de "révolution" comme régénération morale de toutes les classes est basée sur les doctrines transclasses de Rousseau.

j'ai observé comment ils s'efforçaient d'aider leur compagnon de captivité» [retraduit de l'anglais]. Eh bien je pense, juste en lisant ça, qu'on peut facilement voir le lien avec l'écologie radical.

L'étroite ressemblance familiale entre l'anarchisme classique, en particulier sa version kropotkinienne, et l'écologie radical, est incarnée par la carrière de Murray Bookchin. Dans les années 1960 et 1970, Bookchin était l'intellectuel anarchiste le plus en vue aux Etats-Unis. Autrement dit, son rôle dans la gauche et l'intelligentsia américaines était très similaire à celui que joue aujourd'hui Noam Chomsky. En fait, Bookchin était d'un antimarxisme encore plus agressif que Chomsky, parce que le « marxisme-léninisme » était alors à la mode. Mais à un certain moment, Bookchin se rallia à la doctrine beaucoup plus à la mode de l'écologie radical, qu'il appelait l'écologie sociale. Mais il ne changea pas de vision du monde. C'est la même vision du monde, simplement elle s'exprime de façon un tout petit peu différente.

Il y a un élément implicite dans toutes les formes d'écologie radical : tous les hommes doivent fondamentalement baser leurs comportements sociaux et politiques sur ce qu'on considère comme les intérêts futurs de l'espèce humaine. En d'autres termes, si vous pouvez convaincre les gens que les automobiles sont nuisibles à



Houghton Mifflin Company

Pierre Kropotkine était le théoricien et le porte-parole anarchiste le plus en vue de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e.

l'environnement et nuisibles à l'avenir de l'humanité et d'autres espèces, on doit faire l'hypothèse qu'ils laisseront tomber les automobiles. Peu importe que la société industrielle moderne soit construite autour de l'automobile, et que la plupart du temps vous ne pouvez pas aller travailler sans elle.

Si l'homme est naturellement bon, s'il éprouve naturellement de la compassion, comme l'argumentait Rousseau, comment sommes-nous arrivés dans la panade où nous nous trouvons ? Comment se fait-il que nous ayons la guerre, l'esclavage, la conquête et l'assujettissement d'un peuple par un autre, l'exploitation de classe, la torture, les meurtres et tout le bataclan ? Eh bien, la réponse de Rousseau est la suivante : cela vient de l'institution de la propriété privée, qui pour Rousseau était fondamentalement « une mauvaise idée ». Dans son *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes*, il écrit : « Le premier qui ayant enclos un terrain s'avisa de dire : Ceci est à moi, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : "Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne !" » Plus loin, Rousseau attribue toutes les émotions et attitudes malveillantes et infâmes à la propriété et à l'inégalité qui en résulte : « Enfin l'ambition dévorante, l'ardeur d'élever sa fortune relative, moins par un véritable besoin que

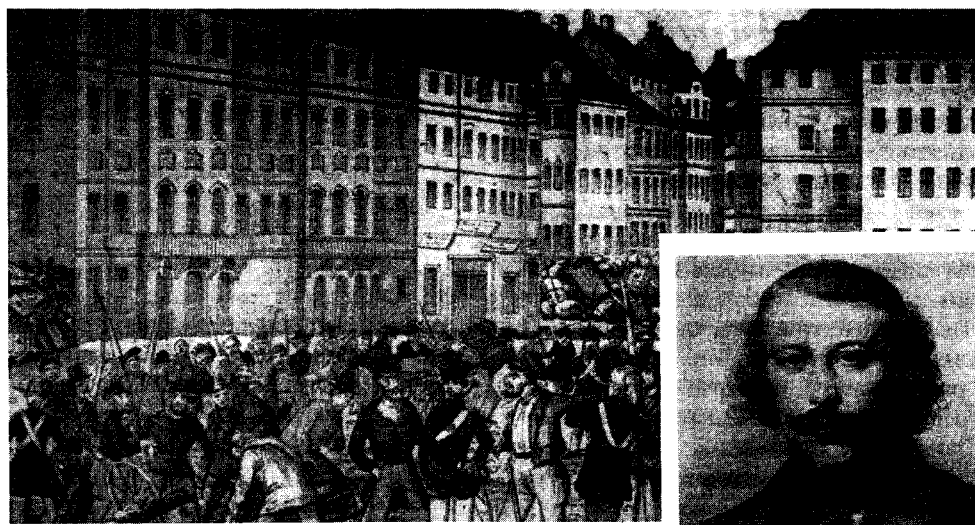
pour se mettre au-dessus des autres, inspire à tous les hommes un noir penchant à se nuire mutuellement, une jalousie secrète d'autant plus dangereuse, que, pour faire son coup plus en sûreté, elle prend souvent le masque de la bienveillance ; en un mot, concurrence et rivalité d'une part, de l'autre opposition d'intérêts, et toujours le désir caché de faire son profit aux dépens d'autrui : tous ces maux sont le premier effet de la propriété et le cortège inséparable de l'inégalité naissante. »

Ceux d'entre vous qui ont bénéficié ou souffert d'une éducation catholique, ou qui sont d'une autre manière au courant de la doctrine chrétienne, pourront détecter immédiatement une étroite similarité entre la conception de la propriété privée de Rousseau et la doctrine augustinienne du péché originel. C'est le moment où le paradis a été perdu, où l'innocence naturelle de l'homme a été perdue, et où le péché et le mal sont entrés dans le monde des hommes. Le parallèle est en fait tout à fait exact, parce que Rousseau lui-même n'était pas un révolutionnaire. Ce n'était même pas un réformateur. C'était un pessimiste historique. C'était un critique moraliste de la civilisation. Il considérait que l'homme en société était devenu si corrompu et si dépravé qu'il n'y avait aucun espoir de régénération morale générale.

Mais il arrive parfois que les idées de penseurs puissants, originaux et peu orthodoxes, en particulier ceux qui dénoncent l'état existant de la société, soient radicalement réinterprétés par les générations suivantes à la lumière de leurs propres expériences, très différentes. Et c'est ce qui est arrivé à Rousseau pendant la Révolution française. Ce fut une révolution qui, en l'espace de quelques années, non seulement changea radicalement toutes les institutions politiques et sociales, mais aussi amena un changement dans la psychologie des masses qui aurait été inconcevable même un an avant la révolution. Et donc les intellectuels de gauche de l'époque concluaient que Rousseau avait été trop pessimiste. L'homme n'était pas si corrompu et dépravé ; la régénération morale de la société était en fait possible par l'action révolutionnaire. Le pessimisme historique de Rousseau était en quelque sorte inversé pour devenir un optimisme historique naïf, selon lequel le paradis perdu avec la propriété privée pouvait être instantanément reconquis.

Le premier ouvrage qui contient une doctrine distinctement anarchiste fut écrit en 1793, l'année même de l'apogée radicale de la Révolution française sous le régime jacobin. Il fut écrit par un Anglais qui s'appelait William Godwin. Il était intitulé *Enquiry concerning Political Justice* [Etude sur la justice politique]. Dans ce livre, Godwin préconisait, selon ses propres termes, « une forme de société bien conçue sans gouvernement ». Godwin faisait partie d'un cercle de radicaux anglais qui avaient été profondément influencés par la Révolution française, et qui étaient à leur tour devenus des défenseurs de la Révolution française, et des propagandistes des idéaux de la Révolution française dans le monde anglophone. Les représentants les plus connus de ce cercle étaient Tom Paine et Mary Wollstonecraft, une pionnière de la défense des droits des femmes. Il est intéressant de noter que Mary Wollstonecraft épousa William Godwin. Ils eurent une fille, elle aussi prénommée Mary, qui épousa plus tard un autre radical anglais célèbre, le poète Percy Bysshe Shelley. Mary Wollstonecraft Shelley est aussi célèbre par elle-même, en tant qu'auteur du roman *Frankenstein*.

Godwin expliquait très clairement que sa conception de l'anarchisme était simplement le décalque dans un avenir immédiat de ce que Rousseau avait placé dans un passé lointain, l'Age d'or. Ainsi, il écrit : « C'est cependant par une très petite erreur qu'il est passé à côté de l'opinion opposée, opinion que la présente étude se propose de démontrer. Il a seulement substitué, dans son panégyrique, la période qui



Dietz Verlag

L'insurrection de Mai 1849 à Dresde. Mikhaïl Bakounine a d'abord commencé à être connu comme nationaliste panslave de gauche dans les révolutions démocratiques européennes de 1848.

précédait le gouvernement et les lois à la période qui pourra suivre leur abolition. »

Marxisme contre anarchisme

Arrivé là, je voudrais insister sur un aspect de l'anarchisme qui n'est en général pas appréhendé, y compris chez des gens qui se disent anarchistes, parce que l'anarchisme partage un point de convergence fondamental avec le libéralisme contre le marxisme. L'anarchisme est vraiment une doctrine de collaboration de classes. Dans la première partie de la série d'articles sur l'anarchisme [« Marxisme contre anarchisme : les origines de l'anarchisme », *le Bolchévik* n° 137, mars-avril 1996] j'avais cité Felix Morrow, qui, quand il était trotskyste, expliquait que lorsque les anarchistes espagnols étaient entrés dans le gouvernement capitaliste du Front populaire pendant la guerre civile espagnole, à la fin des années 1930, cela apparaissait à un certain niveau comme une violation violente de leurs principes, et que beaucoup d'anarchistes les avaient dénoncés pour cela. Mais à un niveau plus élevé, c'était cohérent avec leurs principes, parce qu'ils avaient toujours pensé qu'après la révolution les capitalistes connaîtraient eux aussi une régénération morale et travailleraient à l'amélioration de l'humanité.

Bakounine a aujourd'hui la réputation posthume d'une espèce de tête brûlée révolutionnaire : si vous le lâchez il tentera de vous renverser l'Etat et de l'abolir à jamais. Mais cette réputation n'est pas méritée. La plus grande partie de sa carrière, Bakounine l'a passée dans des cercles libéraux et libéraux-nationalistes. A la

fin des années 1860, il y avait deux organisations internationales de gauche concurrentes. Il y avait, bien sûr, l'Association internationale des travailleurs, la Première Internationale, dominée par Marx. Mais il y avait un organisme rival, libéral, qui s'appelait la Ligue pour la paix et la liberté, qui était dirigée par des politiciens et des intellectuels libéraux, comme John Stuart Mill en Angleterre et l'écrivain Victor Hugo en France. Au début Bakounine n'avait pas rejoint l'Internationale ouvrière, mais l'Internationale libérale bourgeoise, et ce fut seulement quand il ne put convaincre les libéraux bourgeois d'adopter l'anarchisme qu'il passa à l'Internationale ouvrière.

Mais, plus encore que Bakounine, Kropotkine était très explicite dans ses appels aux capitalistes. Et ici la différence entre l'anarchisme et le syndicalisme a réellement une certaine importance. Dans les années 1890, le mouvement anarchiste scissionna en deux tendances concurrentes. En général, les syndicalistes dénonçaient les anarchistes comme des idéalistes obtus et des intellectuels dans leur tour d'ivoire. Les syndicalistes américains disaient que « les anarchistes nient la lutte de classes, et nous la menons ». De leur côté, les anarchistes condamnaient les syndicalistes pour ce qu'on a appelé plus tard leur « économicisme » ; ils les accusaient de réduire les nobles buts de la révolution anarchiste à la petite monnaie de la lutte syndicale pour des hausses de salaires et de meilleures conditions de travail. Ils dénonçaient certains dirigeants anarcho-

Suite page 8



N. N. Zhukova

Karl Marx et Friedrich Engels ont opposé la mobilisation révolutionnaire du prolétariat contre le capitalisme aux doctrines de collaboration de classes de l'anarchisme.

G. Lester



Anarchisme...

Suite de la page 7

syndicalistes, non sans motifs, comme des aspirants bureaucrates syndicaux, même si ce terme n'était pas encore usité. Mais le point important c'est que, comme les marxistes, les syndicalistes affirmaient que la conscience était socialement déterminée. Ils affirmaient que c'étaient les ouvriers, de par leur rôle dans la société et leur expérience, qui seuls seraient attirés par le programme de l'anarcho-communisme et seraient disposés à l'accepter ; ils avaient intérêt à ce programme. Les capitalistes, de par leur rôle dans la société, étaient devenus tellement égoïstes et égocentriques qu'ils étaient hostiles au programme de l'anarcho-communisme. Et bien sûr les anarchistes classiques, dont Kropotkine était la figure dominante, devaient répondre à cette mise en cause. Donc Kropotkine, dans *L'entraide, un facteur de l'évolution*, écrit : « Bien souvent les hommes qui ont acquis des richesses n'y trouvent pas la satisfaction qu'ils en attendaient [...]. La conscience de la solidarité humaine commence à se faire entendre ; et quoique la vie de la société soit organisée de façon à étouffer ce sentiment par mille moyens artificieux, il prend souvent le dessus ; beaucoup essayent alors de trouver une issue à ce besoin profondément humain en donnant leur fortune ou leurs forces à quelque chose qui selon leur idée aidera au bien-être général. »

Donc, comme je l'ai dit au début de cet exposé, la revendication des jeunes qui demandaient aux directeurs de la Banque mondiale d'annuler la dette des pays pauvres du tiers-monde correspond totalement à la doctrine de Kropotkine s'exprimant dans la solidarité humaine.

Abordons un autre aspect de la question. Dans la brochure spartaciste « Enlightenment Rationalism and the Origins of Marxism » [Le rationalisme des Lumières et les origines du marxisme], je faisais remarquer qu'à certains égards Rousseau et Adam Smith représentaient les pôles opposés de la pensée des Lumières. Adam Smith argumentait que l'inégalité sociale et économique est un inconvénient nécessaire du progrès économique, lequel accroît le niveau de vie général, augmentant ainsi ce qu'il appelait la *Richesse des nations*. Rousseau acceptait cet argument, mais en tirait la conclusion inverse : l'égalité et l'harmonie sociales, les valeurs communautaires, ne pouvaient exister qu'avec une économie statique et relativement primitive. En cohérence avec toute sa doctrine, il affirmait que l'homme était le plus heureux au niveau le plus primitif de l'existence économique, en fait qu'il n'était heureux que là : « Tant que les hommes se contentèrent de leurs cabanes rustiques, tant qu'ils se bornèrent à coudre leurs habits de peaux avec des épines ou des arêtes, à se parer de plumes et de coquillages, à se peindre le corps de diver-

ses couleurs, à perfectionner ou embellir leurs arcs et leurs flèches, à tailler avec des pierres tranchantes [...] ils vécurent libres, sains, bons et heureux autant qu'ils pouvaient l'être par leur nature et continuèrent à jouir entre eux des douceurs d'un commerce indépendant ».

Bon, Marx affirmait que des attitudes subjectives comme l'ambition, l'égoïsme, la jalousie envers les gens plus riches ou qui ont mieux réussi étaient en dernière analyse le produit de la pénurie économique. Rousseau inversait la proposition. Pour Rousseau, la pénurie économique découlait du fait que les gens voulaient surpasser leurs congénères.

Une des idées que les gens se font

tous les habitants de ce pays, disons l'équivalent de 80 000 ou de 100 000 dollars pour une famille de quatre personnes, nous pourrions le faire avec l'économie américaine existante en la réarrangeant juste un peu. Ce n'est pas ce qui nous intéresse au bout du compte. Ce qui nous intéresse au bout du compte, c'est de donner à tous les membres de la société, ici et ailleurs, la capacité de faire un travail créatif, ce que Marx appelait le travail libre et non aliéné. Notre boulot ce n'est pas fondamentalement l'égalité de consommation.

Maintenant, précisément à cause de cet aspect, le marxisme, le concept du communisme, est fondamentalement différent de celui à la fois des premiers socialistes et

ses aspects purement naturels et primitifs et devient l'activité d'un sujet contrôlant toutes les forces de la nature dans le processus de production. »

Eh bien, contrôler toutes les forces de la nature dans le processus de production implique une dépense considérable de ressources matérielles. D'abord, il y a la question d'acquérir la connaissance des forces de la nature. Considérez les vastes ressources nécessaires pour passer une thèse en physique, en chimie ou en biologie – pas pour quelques privilégiés, mais pour tous ceux qui le voudront. De nombreuses sphères de la recherche scientifique nécessitent aussi d'importantes dépenses de ressources matérielles – exploration spatiale, génie génétique, robotique, paléontologie, et ainsi de suite. Le point, fondamentalement, c'est que la conception du communisme de Marx est une conception suivant laquelle toutes les réalisations progressistes de la civilisation sont utilisées à plein, rendues accessibles à tous les membres de la société et immensément étendues. C'est une conception tout à fait étrangère à l'idée rousseauiste d'une espèce d'harmonie économique primitive ou de valeurs communautaires.

L'Etat ouvrier et l'anarcho-commune

Je veux aborder plusieurs aspects du conflit de Marx avec Bakounine, ou avec la doctrine bakouninienne, qui ont pas mal à voir avec notre travail actuel avec la jeunesse anarchoïde-libérale-écologiste-radical. Nous ne nous intéressons pas aux jeunes anarchistes parce qu'ils sont anarchistes. Nous nous intéressons aux jeunes anarchistes pour la seule raison qu'ils participent, même si c'est avec des idées erronées, aux luttes en défense des opprimés et des exploités. Nous nous intéressons aux jeunes anarchistes qui participent à la campagne Mumia, et même à la campagne « anti-mondialisation ». Dans un certain nombre de pays d'Europe de l'Ouest, les anarchistes ou les anarchoïdes sont d'une certaine manière les défenseurs les plus combatifs des droits des immigrés contre les attaques des fascistes et des gouvernements. Eh bien, nous aussi.

On peut donc supposer que beaucoup d'anarchistes veulent réellement combler l'énorme fossé entre le tiers-monde et le premier monde. Autrement dit, ils sont contre la paupérisation de la plus grande partie de l'humanité et veulent la combattre, ce qui correspond totalement à la doctrine anarchiste en tant que but. Le problème c'est que c'est en contradiction avec le programme et les méthodes anarchistes. Si vous lisez par exemple le *Catéchisme révolutionnaire* de Bakounine, dans lequel il expose avec force détails l'organisation de la future société anarcho-communiste, celle-ci est basée sur une extrême décentralisation économique ainsi que politique. Vous avez ces petites anarcho-communes locales qui se rassemblent pour former des anarcho-communes régionales, qui sont fondamentalement économiquement autosuffisantes, bien qu'elles puissent commercer les unes avec les autres. Mais le problème c'est qu'une anarcho-commune dans les beaux quartiers de Manhattan et une autre dans un village paysan d'Inde seront des anarcho-communes très différentes. Ce n'est pas l'égalité. Peut-être la liberté, mais pas l'égalité. Comment obtenir l'égalité ? Eh bien, pour l'obtenir il faudra passer par le programme marxiste, c'est-à-dire une économie socialisée internationalement planifiée avec un gouvernement politique central, au moins pendant la transition vers une société communiste sans classes.

Laissez-moi vous donner un exemple concret. Une partie du golfe Persique contient les deux tiers des réserves mondiales de pétrole, et on peut extraire du pétrole de cette région pour une fraction insignifiante de ce que cela coûte à peu près n'importe où ailleurs. Mais supposez que vous avez un monde bakouninien, dans lequel vous avez ces régions auto-gouvernées dans la zone riche en pétrole

Suite page 12



Défilé de soldats à Moscou après la Révolution d'octobre 1917 avec une bannière qui dit : « Communisme ». La Révolution bolchévique a gagné les meilleurs des anarchistes au communisme.

couramment du socialisme et du communisme, c'est que ce qui nous motive c'est notre hostilité au capitalisme à cause de ses inégalités économiques et sociales extrêmes. Il y a des gens qui travaillent dur et qui sont démunis, en particulier, mais pas uniquement, dans les pays du tiers-monde. Et ensuite il y a des gens qui ne font rien, qui sont rigoureusement des parasites, et qui vivent dans le luxe. Bon, il est certain qu'éliminer cela est un but important du communisme. Mais ce n'est pas le but ultime. Le but ultime réside dans toute la sphère de l'activité humaine, la sphère extérieure à la consommation, et c'est précisément cette sphère qui nécessite un degré de productivité du travail bien plus élevé que ce qui existe même dans les pays capitalistes les plus avancés. En d'autres termes, si notre but était simplement de donner un niveau de vie décent à

des anarchistes. Pour les socialistes pré-marxistes, le but ultime était l'égalité. La première organisation communiste révolutionnaire, apparue dans les dernières phases de la Révolution française, s'appelait la « Conspiration des égaux ». Si vous demandez à un anarchiste ce qu'est son but ultime, il vous dira « la liberté ». Quand Kropotkine fonda un journal en Angleterre à la fin du XIX^e siècle, il l'appela *Freedom*. Même si nous reconnaissons que l'égalité et la liberté ont une valeur en elles-mêmes, au bout du compte ce sont pour nous des moyens au service d'une fin. Que signifie l'égalité sous le communisme ? Certainement pas que les gens ont le même niveau de vie, ou qu'ils consomment ou utilisent les mêmes ressources matérielles. L'égalité signifie simplement l'égalité d'accès. Il y aura toute une gamme de genres de vie, avec des consommations très différentes.

Les gens seront libres de faire ce qu'ils voudront. Ce n'est pas seulement qu'il n'y aura pas d'Etat coercitif, mais que la plus grande partie du temps sera ce qu'on appelle aujourd'hui du « temps libre ». La question, pour Marx, était comment les gens utiliseront ce temps libre. L'utiliseront-ils comme ils le font aujourd'hui, principalement en divertissements, sports, jeux, activités sociales, à baguenauder, à glander, vous savez, à ne pas travailler ? Marx envisageait que la plus grande partie des gens consacraient leur temps libre au « travail libre », c'est-à-dire au travail créatif, artistique, scientifique ou lié à ces activités, qu'il décrivait ainsi : « Un travail vraiment libre, comme composer de la musique par exemple, est sacrément sérieux et exige les plus grands efforts. Le travail consacré à la production matérielle ne peut avoir un tel caractère que si (1) il est de nature sociale, (2) il a un caractère scientifique et si parallèlement c'est du travail général, c'est-à-dire s'il cesse d'être un effort humain en tant que force naturelle définie et formée, s'il abandonne

Marxisme contre Anarchisme

De 1848 à la
Révolution bolchévique

Collection d'articles du
Bolchévick consacrés
à l'anarchisme

20 F
(7 numéros)

Commande : Le Bolchévick,
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

- Les origines de l'anarchisme
- Mikhaïl Bakounine : le fondateur de l'anarchisme
- La bataille dans la Première internationale
- Anarchisme et syndicalisme à la veille de la Première Guerre mondiale
- Les syndicalistes
- 1914-1918 : La guerre impérialiste et le réalignment de la gauche
- L'Octobre rouge et la création de l'Internationale communiste



Les leçons des Journées de Mai 1937 à Barcelone

Comment le Front populaire a étranglé la Révolution espagnole

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, certaines dates portent la marque indélébile de la trahison de classe. C'est le cas d'août 1914, lorsque le Parti social-démocrate allemand vota pour les crédits de guerre de sa bourgeoisie impérialiste, sonnait ainsi le glas de la Deuxième Internationale en tant que force révolutionnaire. C'est aussi le cas de mai 1937, lorsque le gouvernement de Front populaire espagnol, composé essentiellement des partis ouvriers traditionnels, retourna ses canons contre le prolétariat espagnol, portant ainsi un coup fatal à la Révolution espagnole.

C'est dans les révolutions que se testent les programmes et les partis politiques de la classe ouvrière. Au plus fort de la guerre civile espagnole, les ouvriers durent payer un prix terrible pour la politique de collaboration de classes de leurs directions. Le meilleur du prolétariat catalan tomba sous les coups du Front populaire et de ses hommes de main staliniens.

La lutte contre le franquisme

Le coup d'Etat du 19 juillet 1936, sous la direction de Francisco Franco, se produisit au plus fort de la vague de grèves la plus importante de l'histoire espagnole. En février 1936, les ouvriers espagnols avaient, massivement, élu une coalition de Front populaire dirigée par Manuel Azaña, le chef de la Gauche républicaine. Mais Azaña fut rapidement discrédité aux yeux des ouvriers espagnols par l'arrestation des dirigeants de la grève et la censure de la presse ouvrière par le gouvernement. Malgré la participation au gouvernement du Parti socialiste et du Parti communiste (ainsi que de l'UGT, la fédération syndicale social-démocrate), les ouvriers refusèrent de laisser au gouvernement le soin de lutter contre Franco et les fascistes.

Le soulèvement militaire de Franco au Maroc provoqua une mobilisation massive du prolétariat espagnol. Le gouvernement bourgeois de Front populaire, craignant la réaction des ouvriers, censura d'abord la nouvelle de la rébellion pendant toute une journée, puis appela tout le monde au « calme ». Mais les gens se souvenaient trop bien de la répression sanglante par l'armée « républicaine loyale » de l'insurrection des mineurs des Asturies en 1934 (qui fit 5000 morts); dans toute l'Espagne, les ouvriers réclamèrent des armes pour se battre contre Franco. Azaña refusa.

Alors que, garnison après garnison, l'armée se déclarait loyale aux forces rebelles de Franco, des comités ouvriers locaux prirent l'initiative. Dès le 19 juillet, les ouvriers, souvent armés de seulement quelques bâtons de dynamite et de vieux fusils, prirent d'assaut les dépôts d'armes et les casernes de l'armée républicaine. Les garnisons loyales à Franco (la grande majorité) furent dispersées et leurs armes furent utilisées pour équiper les milices ouvrières qui s'organisaient rapidement.

Dès l'après-midi du 20 juillet, Barcelone, la citadelle de la Révolution espagnole, était aux mains des ouvriers, unifiés dans le comité central des milices anti-

fascistes. En quelques jours la rébellion militaire était matée dans les deux tiers de l'Espagne par la classe ouvrière armée. Des dizaines de milliers de volontaires étaient envoyés au front en hâte pour bloquer l'avance des troupes franquistes, et

bourgeois qui restait dans l'Espagne républicaine, c'était le gouvernement de Front populaire. Sans aucune force armée à leur disposition, les quelques avocats mineurs de la Deuxième République étaient en effet, comme le disait Trotsky,

le plan national des organes de pouvoir prolétarien - soviets ou conseils - ne furent créés. Et, comme il n'y avait pas de parti révolutionnaire luttant pour unir la classe ouvrière afin qu'elle prenne le pouvoir, en rejetant nécessairement toute collaboration politique avec la bourgeoisie, la seule expression des forces anti-franquistes qui restait au niveau national, c'était le gouvernement de « l'ombre de la bourgeoisie ». Et c'est cela, plus que tout autre facteur, qui pava la voie à Franco dans sa marche vers le pouvoir.

La Catalogne révolutionnaire

En Catalogne on avait une situation de double pouvoir par excellence. C'est là qu'était concentrée 70 % de l'industrie espagnole d'avant la guerre. Le prolétariat catalan était depuis longtemps le prolétariat le plus combatif d'Espagne et les expropriations de terres et le contrôle ouvrier dans l'industrie avaient commencé bien avant le soulèvement de Franco. Etant donné les conditions imposées par la guerre, la Catalogne, qui avait été coupée de l'industrie métallurgique basque, se convertit en force motrice de la république. De vaillants collectifs ouvriers agrandirent les raffineries catalanes, augmentèrent la production industrielle, et construisirent une industrie chimique et une industrie de guerre à partir de zéro.

C'est aussi en Catalogne que les milices ouvrières trouvèrent leur expression la plus élaborée. Elles étaient centralisées dans le comité central des milices antifascistes. L'armée, qui avait essayé de reprendre Barcelone, y fut complètement écrasée et, après le 20 juillet, la survie du gouvernement catalan dépendait totalement de la direction bureaucratique de la CNT à la tête de ce comité central. Les anarchistes de la CNT (fédération syndicale anarchiste) qui s'adonnaient tout autant à la collaboration de classes que le PC ou les socialistes, donnèrent volontiers leur aval à la survie du gouvernement et allèrent jusqu'à incorporer des forces bourgeoises dans la direction des milices antifascistes.

Le gouvernement de Madrid fut remanié. Largo Caballero, dirigeant du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), devint Premier ministre et le PCE (Parti communiste espagnol) entra dans le gouvernement. Mais en Catalogne, le gouvernement local de Luis Companys, le chef de la Gauche catalane, dut temporiser et accorder sa « reconnaissance officielle » à des activités ouvrières sur lesquelles il n'avait pas le moindre contrôle. Comme il ne pouvait pas contester les prouesses militaires des milices ouvrières, Companys invita la CNT-FAI (le syndicat et parti anarchiste) et le POUM centriste (Parti ouvrier d'unification marxiste, basé en Catalogne, formé en 1935 par la fusion d'anciens dirigeants trotskystes avec le Bloc ouvrier et paysan de Joaquín Maurín) à entrer dans la Généralité (le gouvernement catalan). A lui seul, Caballero ne suffisait pas à maintenir Companys à son poste; en Catalogne, la CNT était la force



Les milices ouvrières contrôlaient la rue, mais les ouvriers catalans allaient payer au prix fort la collaboration de classes de leurs dirigeants.

les milices ouvrières organisées prirent le contrôle de la rue.

Double pouvoir dans l'Espagne républicaine

Après le soulèvement ouvrier de juillet, l'Espagne républicaine entra dans une situation révolutionnaire, avec deux pôles de pouvoir opposés: d'un côté le gouvernement bourgeois et de l'autre les milices ouvrières armées. La classe ouvrière patrouillait dans les rues, organisait l'effort de guerre et désarmait l'armée et la police - on envoyait individuellement ces derniers servir au front comme « volontaires ». Les collectifs ouvriers géraient les usines, et les collectifs agricoles prirent en main la production agricole (qu'ils augmentèrent considérablement).

Le gouvernement de coalition instable d'Azaña était dépourvu de toute base sociale significative, car tant les capitalistes espagnols que les gros propriétaires terriens avaient pour la plupart abandonné la république en faveur de Franco. Pourtant, malgré cela, la seule base de pouvoir

« l'ombre de la bourgeoisie ». S'ils restaient au pouvoir ce n'était que grâce à la détermination des partis ouvriers-bourgeois qui voulaient maintenir coûte que coûte la propriété privée des moyens de production. Pourtant Azaña faisait l'objet d'une telle méfiance et d'une telle haine que, sous la pression de la classe ouvrière, les staliniens et les sociaux-démocrates durent quitter le gouvernement.

Tout comme en Russie entre février et octobre 1917, ainsi qu'en Allemagne en 1918-1919, en Espagne, les organes indépendants de la classe ouvrière étaient en position de défier l'Etat bourgeois et de prendre le pouvoir. Dans les trois cas, l'Etat bourgeois sur le point de s'écrouler ne tenait que grâce à la participation des partis ouvriers réformistes, dont les bases de soutien étaient toutes ailleurs: en Russie dans les soviets, en Allemagne dans les conseils d'ouvriers et de soldats, en Espagne dans les fédérations syndicales.

Mais à la différence de la Russie, le double pouvoir en Espagne n'existait qu'au niveau local et régional. Les milices ouvrières contrôlaient la rue, mais jamais sur

Barcelone...

Suite de la page 9

hégémonie dans la gauche.

Seule l'entrée de la CNT dans la Généralité le 26 septembre 1936 pouvait renforcer suffisamment Companys pour une mobilisation contre-révolutionnaire. Derrière l'hostilité de principe à toute forme de pouvoir d'Etat, qu'il soit bourgeois ou prolétarien, qui était un trait caractéristique de la grossière « théorie » anarchiste depuis des dizaines d'années, se cachait l'opportunisme des dirigeants anarchistes. Leur rejet de l'Etat dans l'abstrait, la glorification des coopératives qui étaient apparues dans la révolution comme la culmination de l'idéal anarchiste, tout cela fondit comme neige au soleil en septembre 1936 devant des offres de portefeuilles ministériels.

Une fois la CNT et le POUM au gouvernement, Companys s'attela au renforcement de l'appareil répressif de l'Etat bourgeois. Dès octobre, un mois seulement après la formation de la nouvelle coalition, le comité central des milices antifascistes fut dissout et les ouvriers armés reçurent l'ordre de rejoindre l'« armée populaire » bourgeoise. Un peu plus tard, en décembre, Companys n'avait plus besoin des services du POUM et celui-ci fut chassé de la coalition gouvernementale. Pendant ce temps, le gouvernement recrutait quelque 20 000 hommes lourdement armés dans les carabiniers (police douanière), une force autrefois insignifiante. Non seulement ces derniers allaient devenir les troupes de choc de la Généralité, mais aussi ce furent eux qui lancèrent le premier défi direct à la CNT (qui contrôlait les douanes depuis juillet).

Les Journées de Mai à Barcelone

Les drapeaux rouges et noirs flottant au-dessus du central téléphonique étaient le symbole de la force du prolétariat de Barcelone. La Telefónica, le bâtiment le plus important du centre de Barcelone, symbolisait le fait que les comités ouvriers s'étaient emparés de l'industrie et des services publics. Les ouvriers, essentiellement de la CNT, qui avaient pris possession de l'ancien bâtiment d'AT&T et occupaient les locaux, pouvaient mettre sur écoute les activités de la Généralité. C'était un moyen modeste mais bien réel pour contrôler les manœuvres de la camarilla de Companys.

La confrontation qui eut lieu autour de la Telefónica se préparait depuis plusieurs semaines. Les carabiniers avaient à plusieurs reprises essayé de reprendre des postes de douane des mains de la CNT. Ils



W.W.

Rassemblement du PCE sous la bannière du « fossoyeur de la révolution » pendant la guerre civile.



Centelles, Barcelone

Milice anarchiste en 1937. La Révolution espagnole a été trahie par le front populaire qui enchaîne les travailleurs à leur ennemi de classe.

avaient, avec l'aide des gardes d'assaut, attaqué des patrouilles ouvrières à Barcelone. Et, pour la première fois depuis la chute de la dictature de Primo de Rivera, le gouvernement avait interdit les manifestations du Premier Mai. Ce qui fut un signe encore plus sinistre, ce fut l'assassinat d'un dirigeant dissident de l'UGT (membre du Parti communiste catalan, le PSUC, qui contrôlait certaines sections de l'UGT en Catalogne), qui fournit aux stalinien l'occasion de rassembler les forces de la contre-révolution. Le PSUC transforma l'enterrement du dirigeant ouvrier assassiné en une mobilisation de policiers et de soldats du gouvernement qui défilèrent dans les quartiers ouvriers pendant trois heures et demie.

Le terrain était prêt pour que, le 3 mai, le Commissaire à l'ordre public, le stalinien Rodríguez Salas, arrive à la Telefónica avec trois camions de gardes d'assaut (la police anti-émeutes). Salas exigea que les ouvriers lui permettent de « normaliser la situation », c'est-à-dire qu'ils abandonnent les lieux aux flics. Après avoir pénétré de force dans la Telefónica, Salas et les flics, y compris un fonctionnaire de police de la CNT, durent se réfugier au rez-de-chaussée car une mitrailleuse de la CNT en batterie tirait sur eux de l'étage au-dessus.

La nouvelle de l'attaque se répandit comme la foudre. En quelques heures la ville fut couverte de barricades. Malgré tous les efforts du gouvernement pour construire une police, ses forces ne faisaient pas le poids face aux patrouilles ouvrières armées. A la fin de la première journée, toute la ville, à part quelques quartiers du centre, était sans conteste aux mains des ouvriers. Les combats de rue commencèrent à la tombée de la nuit.

Avec les barricades, la question de classe se posait fondamentalement pour toutes les tendances de gauche, en particulier pour celles qui participaient au gouvernement du Front populaire. Le Front populaire confrontait les masses ouvrières armées sur les barricades de Barcelone. A chaque barricade, à chaque coup tiré, la ligne de classe se traçait de façon nette et brutale.

Le PCE, fer de lance de la contre-révolution

Le rôle le plus méprisable dans ces Journées de Mai a sans aucun doute été joué par le PCE. A l'époque où il était entré dans le Front populaire le PCE n'avait pas de base solide dans la classe ouvrière. Avant de fusionner avec la jeunesse du PSOE, le nombre de ses militants s'élevait à environ 10 000. Mais l'aide militaire soviétique fournit au PCE un levier important pour gagner des postes dans les forces républicaines et leur impo-

ser ses conditions. Pourtant la véritable force du PCE était sa loyauté sans faille au service de la domination bourgeoise. Pendant toute la période des fronts populaires, les stalinien se démenaient partout dans le monde pour démontrer à la classe capitaliste qu'ils étaient indispensables pour réprimer la lutte des classes.

Le PCE avait été la seule tendance ouvrière à accepter d'entrer dans le gouvernement Azaña en juillet 1936 (même si pendant la « troisième période » le PCE avait qualifié Azaña de « fasciste »). Mais il en avait été empêché par le refus catégorique de Caballero de se joindre à la coalition à ce moment-là. Le PCE s'était résolument opposé à toutes les nationalisations, saisies de terres, occupations d'usines, bref, à toutes les incursions contre les rapports de propriété capitalistes. A une session plénière du comité central du PCE le 5 mars 1937, le leader stalinien José Díaz avait crûment expliqué la ligne : « Au début, les diverses tentatives prématurées de "socialisation" et de "collectivisation", qui résultaient d'une compréhension confuse du caractère de la lutte actuelle, auraient pu être justifiées par le fait que les gros propriétaires terriens et les industriels avaient déserté leurs terres et leurs usines et qu'il fallait continuer à produire coûte que coûte ; mais aujourd'hui, par contre, elles ne se justifient pas du tout. A l'heure actuelle, alors qu'on a un gouvernement de Front populaire, dans lequel toutes les forces engagées contre le fascisme sont représentées, de telles choses sont non seulement indésirables, mais absolument intolérables » [souligné par nous] (*Communist International* [L'internationale communiste], mai 1937). Mais ces tirades de Díaz et d'autres dirigeants du PCE contre l'effervescence des luttes des travailleurs espagnols n'étaient que l'écho de la ligne contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin. Quelques mois plus tôt, en décembre 1936, Staline avait envoyé une lettre personnelle au Premier ministre Largo Caballero lui conseillant de « rester dans les faveurs de la moyenne et petite-bourgeoisie en les protégeant des confiscations » (publiée dans le *New York Times* du 4 juin 1939).

Mais surtout, les stalinien fournirent la force de ralliement qui permit de s'attaquer au mouvement ouvrier espagnol. Le 17 décembre 1936, la *Pravda* expliquait la politique stalinienne avec un zèle contre-révolutionnaire sans fard : « En ce qui concerne la Catalogne, le nettoyage des éléments trotskystes et des anarcho-syndicalistes a déjà commencé et il sera accompli avec la même énergie qu'en URSS » (cité dans *The Spanish Labyrinth* [Le labyrinthe espagnol] de Gerald Brenan).

Ce qu'écrivait la *Pravda* n'était que trop

vrai. Salas, dirigeant du PSUC, dirigea l'attaque de la Telefónica et coordonna les attaques contre les milices ouvrières. Pour le PSUC, les barricades ne posaient absolument aucun problème, leurs membres étant la seule tendance ouvrière qui était du côté du gouvernement de Companys. Et on ne pouvait jamais aller trop loin dans l'éradication des « trotskystes » et des « anarcho-syndicalistes », qualifiés d'« agents franquistes ». Les salles de tortures et les cachots secrets dans les caves des préfectures de police contrôlées par le PSUC en témoignent.

L'effondrement de l'anarchisme espagnol

Les Journées de Mai ont marqué la faillite du courant le plus ancien du mouvement ouvrier espagnol : l'anarchisme. L'entrée dans les gouvernements de Catalogne et de Madrid dévoila l'opportunisme fondamental et la politique de collaboration de classes des dirigeants de la CNT-FAI. Les Journées de Mai les forcèrent à choisir entre leur base ouvrière et la bourgeoisie. Et c'est en faveur de cette dernière qu'ils optèrent en fin de compte.

Le journal de la CNT, *Solidaridad Obrera* [Solidarité ouvrière], essaya pendant un temps de cacher le fait que la Telefónica avait été attaquée ; les dirigeants de la CNT-FAI utilisèrent ce laps de temps pour manœuvrer afin de « né-



sans crédit

Le dirigeant du POUM Andrés Nin. Ancien dirigeant du Profintern (Internationale syndicale rouge) et de l'Opposition de gauche internationale trotskyste, il devint ministre de la Justice dans le gouvernement bourgeois catalan. Quelques semaines seulement avant d'être assassiné par les gangsters stalinien, il écrivait : « Nous sommes fiers de proclamer que l'attitude de notre parti, dont le prestige parmi les travailleurs révolutionnaires a beaucoup augmenté, a contribué efficacement à en finir avec les luttes sanglantes qui se développaient dans les rues de Barcelone, et à éviter l'écrasement du mouvement ouvrier par une répression féroce. » Comme Saint-Just l'a écrit il y a longtemps : « ceux qui font la révolution à moitié creusent leur propre tombe. »

gocier » la reddition de la Telefónica à la Généralité. Alors que la base de la CNT affluait sur les barricades et prenait le contrôle de la ville, la CNT-FAI sortait un tract exhortant les ouvriers : « Déposez les armes ; embrassez-vous comme des frères ! La victoire sera nôtre si nous nous unissons. Nous serons vaincus si nous nous battons entre nous » (cité par Grandizo Munis, *Jalons de derrota ; promesa de victoria* [Jalons de la défaite, promesse de la victoire]). Mais « nous », cela voulait dire aussi les 1 500 gardes d'assaut envoyés par le gouvernement central (qui avait déménagé à Valence) pour noyer les ouvriers dans le sang !

La CNT-FAI envoya ses dirigeants principaux à Barcelone, pour conseiller le « calme » et l'abandon des barricades. Le secrétaire national de la CNT Mariano Vázquez, le ministre de la Justice García

Oliver et Federica Montseny (la « Pasionaria » de la CNT) se précipitèrent de Valence à Barcelone, et tous avec le même message : « Capitulez ! » Alors que les flics envahissaient la ville, Oliver, le plus clair d'entre eux, enjoignait les ouvriers : « Ne tirez pas ! Donnez l'accolade aux gardes d'assaut ! » (cité dans Munis).

Les dirigeants anarchistes n'avaient pas la tâche facile. Militairement, les ouvriers avaient de toute évidence le contrôle de la situation et ils n'étaient pas disposés à se rendre à la police et aux staliniens, qu'ils détestaient. Mais, sans direction organisée, et voyant la trahison démoraleuse de leurs dirigeants, les ouvriers quittèrent petit à petit les barricades. Le 6 mai, la Généralité contrôlait à nouveau la ville et commença les représailles. Même l'apologiste officiel de la CNT-FAI dut admettre que : « L'immense majorité de la population était du côté de la CNT [...]. Il aurait été facile d'attaquer le centre de la ville si le comité responsable en avait décidé ainsi [...]. Mais le comité régional de la CNT y était opposé » (Agustín Souchy, la Tragique semaine de mai).

Les barricades furent finalement abandonnées en échange de la « promesse » de « négociations ». Une fois les barricades levées, la police occupa la Telefónica et terrorisa les quartiers ouvriers. Mais la trahison de la CNT-FAI ne s'arrêta pas là. Souchy reconnaît aussi que « Si les travailleurs de la périphérie de la ville avaient été immédiatement informés du cours des événements, ils auraient certainement insisté pour que des mesures plus fermes soient prises et ils seraient retournés à l'attaque. » Solidaridad Obrera avait une fois de plus censuré la nouvelle.

La capitulation sans fard des anarchistes encouragea la réaction bourgeoise dans le camp républicain. Avant la conflagration de mai, Companys avait dédaigneusement écarté d'un revers de main le plus grand parti ouvrier, et avait prédit que sa direction « capitulerait, comme ils l'ont toujours fait ». Après les Journées de Mai, Jaume Miravittles, ministre de la Gauche catalane dans la Généralité, se répandait en invectives, disant qu'« en fait les anarchistes s'étaient suicidés. Ils s'étaient montrés totalement incompétents dans ce soulèvement » (cité dans *The Civil War in Spain* [La guerre civile en Espagne], de Robert Payne).

Dans ces Journées de Mai, la CNT-FAI avait refusé de prendre le pouvoir et abandonné ses partisans ; ses agissements étaient l'aboutissement logique de sa participation au gouvernement. En décembre 1937, Trotsky résumait ainsi son rôle : « Se dressant contre le but, la prise du pouvoir, les anarchistes ne pouvaient pas, en fin de



Der Spiegel

Le dirigeant anarchiste de gauche Buenaventura Durruti, tué en 1936 alors qu'il dirigeait des milices ouvrières en défense de Madrid. Ses successeurs - les Amis de Durruti - furent, avec les trotskystes, la seule force qui appela à la défense des barricades de Mai et pour le pouvoir ouvrier. A droite, la presse trotskyste en avril 1937 appelle à un Front révolutionnaire prolétarien pour lutter contre Franco et la contre-révolution « républicaine ».

compte, ne pas se dresser contre les moyens, la révolution. Les chefs de la C.N.T. et de la F.A.I. ont aidé la bourgeoisie, non seulement à se maintenir à l'ombre du pouvoir en juillet 1936, mais encore à rétablir morceau par morceau ce qu'elle avait perdu d'un seul coup. En mai 1937, ils ont saboté l'insurrection des ouvriers et ont sauvé par là la dictature de la bourgeoisie. Ainsi l'anarchiste, qui ne voulait être qu'antipolitique, s'est trouvé en fait antirévolutionnaire et, dans les moments les plus critiques, contre-révolutionnaire » (Léon Trotsky, *Leçons d'Espagne : dernier avertissement*).

POUM contre trotskysme

La capitulation la plus tragique fut celle du POUM. Jusqu'à la mi-septembre 1936, le POUM fut en opposition au Front populaire, du moins en paroles. Mais le POUM commença à vaciller lorsque la CNT entra en négociations avec la Généralité, et le 18 septembre il se déclara « prêt à considérer la question ». Huit jours plus tard, Andrés Nin, le dirigeant principal du POUM, devenait ministre de la Justice dans un gouvernement bourgeois.

L'entrée du POUM dans le gouvernement confirma de façon décisive que Trotsky avait eu raison de lutter avec détermination contre la formation de ce parti. La fusion des partisans de Nin, la

majorité de l'Opposition de gauche espagnole, avec Maurín, se fit au prix d'une capitulation programmatique sur les questions du Front populaire et du nationalisme catalan. Depuis le début, le POUM gravitait dans l'orbite de la CNT sur la gauche, et il ne se présenta jamais comme un candidat déterminé à la direction de la classe ouvrière. Aussi, lorsque la CNT décida d'obtenir des portefeuilles ministériels, le POUM en fit humblement autant.

Lors de la phase initiale des Journées de Mai, le POUM joua un rôle militaire décisif. Le POUM avait plus de dix mille miliciens, et représentait la force organisée la plus importante sur les barricades ouvrières. Il était dans une position sans égale pour défier la trahison des dirigeants de la CNT et canaliser la colère des ouvriers afin de lutter pour la prise du pouvoir. Mais au lieu de cela, le POUM porta sa ligne de capitulation centrée à sa plus haute expression : il ordonna à ses partisans de quitter les barricades. Le 6 mai, au moment où le prolétariat devait faire face aux assauts de la police, *La Batalla* (le journal du POUM) conseillait aux ouvriers de « quitter la rue » et de « retourner au travail ».

Les seules organisations qui appelèrent à la défense des barricades et qui avancèrent un programme pour la prise du pouvoir, ce sont les trotskystes espagnols, ainsi qu'un petit groupe anarchiste de gauche, les Amis de Durruti. Malgré sa taille, la section bolchévique-léniniste d'Espagne (pour la Quatrième Internationale) distribua massivement le tract suivant, en date du 4 mai, dans les rues de Barcelone : « VIVE L'OFFENSIVE RÉVOLUTIONNAIRE ! Aucun compromis ! Désarmement de la Garde nationale républicaine et des gardes d'assaut réactionnaires. C'est le moment décisif. Plus tard il sera trop tard. Grève générale dans toutes les usines, sauf celles qui sont liées à la poursuite de la guerre, jusqu'à la démission du gouvernement réactionnaire. Seul le pouvoir ouvrier peut assurer la victoire. Armement total de la classe ouvrière ! Vive l'unité d'action C.N.T.-F.A.I.-P.O.U.M. ! Vive le front révolutionnaire du prolétariat ! Comités de défense révolutionnaires dans les ateliers, les usines et les districts ! » (cité dans Felix Morrow, *Révolution et contre-révolution en Espagne*).

Les conséquences des Journées de Mai

Les Journées de Mai brisèrent l'échine à la lutte contre Franco. Le gouvernement de Valence envoya 6 000 gardes d'assaut (qui étaient équipés d'armes soviétiques et qui selon George Orwell étaient de loin les



troupes les meilleures qu'il ait vues en Espagne), pour écraser les derniers combattants de l'insurrection ouvrière. A la fin des combats plus de 500 personnes avaient été tuées, des milliers avaient été blessées et les milices étaient vaincues de façon décisive. Andrés Nin et le dirigeant anarchiste de gauche Camillo Berneri, ainsi que de nombreux autres combattants prolétariens, avaient été assassinés par les staliniens. Le POUM et son journal *La Batalla* étaient interdits, *Solidaridad Obrera* censuré, Caballero et les anarchistes chassés du gouvernement. Et, le 26 janvier 1939, les troupes de Franco entraient dans Barcelone. La résistance avait été écrasée depuis longtemps.

George Orwell résume ainsi avec amertume la nature de la guerre de la « bourgeoisie antifasciste » contre Franco : « un gouvernement qui envoie des gamins de 15 ans se battre avec des fusils vieux de 40 ans, et qui garde à l'arrière ses hommes les plus forts et ses armes les plus modernes, a manifestement plus peur de la révolution que des fascistes » (*Hommage à la Catalogne*).

Barcelone était l'expression la plus pure du caractère bourgeois du front populaire. Quand la frontière entre les classes se trace dans le sang, le programme trotskyste est le seul qui montre la voie de la prise du pouvoir au prolétariat révolutionnaire. Les agissements des pseudo-révolutionnaires, du POUM, à gauche, aux staliniens, à droite, confirment la formulation classique de Trotsky : « En réalité, à notre époque, le front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne. Il fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre bolchevisme et menchevisme [...]. Tous les Fronts populaires d'Europe ne sont qu'une pâle copie, et souvent une caricature du Front populaire russe de 1917 » (« Le RSAP et la IV^e Internationale », 15-16 juillet 1936).

Les fronts populaires sont des formations politiques bourgeoises qui sont fondamentalement opposées aux intérêts de classe prolétariens. La classe ouvrière ne doit donner aucun soutien aux fronts populaires, pas même voter pour les partis ouvriers qui en font partie. C'est la leçon des fronts populaires. Deux générations de la classe ouvrière espagnole ont dû supporter le fléau du franquisme à cause de cela. Mais il faut incarner cette leçon dans ce que Trotsky a appelé les trois conditions pour une victoire en Espagne : le parti, le parti, et encore le parti.

Pour la construction d'un parti trotskyste en Espagne, section d'une Quatrième Internationale reforgee !

- Traduit de *Young Spartacus* n° 54, mai 1977 [extraits]

SÉRIE DE COURS DE LA JEUNESSE SPARTACISTE

La lutte pour de nouvelles révolutions d'Octobre

mardi, 17 octobre	L'ABC du communisme
jeudi, 2 novembre	Comment les bolchéviks ont mené les ouvriers au pouvoir
mardi, 14 novembre	La révolution trahie et l'effondrement du stalinisme
mardi, 28 novembre	Pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution interne ! Pour la révolution politique prolétarienne !
mardi, 12 décembre	L'impérialisme, la « mondialisation » et la guerre : l'ennemi principal est dans notre propre pays !

Paris - Université de St-Denis **20h00**
Métro St-Denis Université

Pour connaître la salle et pour les lectures, appeler la LTF au 01 42 08 01 49 ou consulter notre panneau sur la fac.
La série de cours continuera après les vacances d'hiver.

Anarchisme...

Suite de la page 8

du golfe Persique. Qu'est-ce qui va empêcher les habitants de ces régions de tirer avantage de leur monopole pétrolier, exactement comme le font aujourd'hui la monarchie saoudienne et les compagnies pétrolières, et de faire payer au reste du monde des prix exorbitants? Maintenant, bien sûr, les bakouniniens ne répondent jamais à cette question, mais on peut y répondre en utilisant leur logique. Ils diraient : «Après la révolution anarchiste, tout le monde subira une régénération morale. Les gens identifieront eux-mêmes leurs intérêts avec le reste de l'humanité, et par conséquent ils livreront le pétrole qu'ils extraient, à cause de l'inégalité des ressources naturelles, au reste du monde, gratuitement.»

Au fond, l'anarchisme est la version rousseauiste d'une nature humaine essentiellement bonne, et la révolution est par conséquent essentiellement proche de la religion. Et aujourd'hui aux Etats-Unis, il y a beaucoup de religiosité dans les milieux de gauche. La révolution est fondamentalement considérée comme un changement dans la subjectivité; elle n'est considérée comme un changement dans les institutions que dans la mesure où cela résulte d'un changement dans la subjectivité, où les gens abandonnent leur égoïsme individuel et s'identifient avec le reste de l'humanité.

L'Etat ouvrier et le bureaucratisme

Le marxiste italien Antonio Gramsci, un des fondateurs du Parti communiste italien, a fait un point très important. Il a dit que la stratégie militaire est basée sur l'attaque des points faibles de votre ennemi, tout en évitant les points forts. Dans la lutte politique et polémique, vous faites exactement le contraire. Vous voulez attaquer les arguments les plus forts de votre opposant, présentés par ses représentants les plus intelligents et les plus cohérents, et polémiquer contre ces arguments. Si vous écrivez une polémique contre quelqu'un, vous n'isolez pas une formulation indéfendable dont tout le monde sait qu'il ne la défend pas vraiment. Ca ne convaincra personne. Maintenant, les arguments les plus forts en faveur de l'anarchisme bakouninien ont été en réalité fournis rétrospectivement par le phénomène du stalinisme. Voici Bakounine contre Marx sur l'Etat ouvrier : «On arrive au même résultat exécutable : le gouvernement de l'immense majorité des masses populaires par une minorité privilégiée. Mais cette minorité, disent les marxistes, se composera d'ouvriers. Oui, certes, d'anciens ouvriers, mais qui, dès qu'ils seront devenus des gouvernants ou des représentants du peuple, cesseront d'être des ouvriers et se mettront à regarder le monde prolétaire du haut de l'Etat,

ne représenteront plus le peuple, mais eux-mêmes et leurs prétentions à le gouverner. Qui en doute ne connaît pas la nature humaine.»

Maintenant, est-ce qu'un libéral américain typique ne conclura pas à partir de là que Bakounine prédisait l'émergence de la bureaucratie stalinienne, qui régnait pour ses propres intérêts tout en prétendant être marxiste et représenter les intérêts de la classe ouvrière? Et en fait, beaucoup d'auteurs de gauche qui de façon générale rejettent l'anarchisme, et y sont opposés, ont argumenté que Bakounine, sur cette question, a été plus clairvoyant, plus réaliste, moins utopiste que Marx, parce qu'il redoutait la bureaucratie d'une société post-révolutionnaire. Comment répondre à cet argument?

Quand Bakounine demandait «*Que signifie : le prolétariat organisé en classe dominante? Est-ce à dire que celui-ci sera tout entier à la direction des affaires publiques?*», Marx répondait, «*Le comité exécutif d'un syndicat le compose-t-il à lui tout seul?*» Mais en fait, dans les syndicats de l'époque de Marx - et il en était parfaitement conscient -, les dirigeants ne représentaient pas les intérêts de la base. Les seuls syndicats de masse à l'époque où Marx écrivait étaient les trade-unions britanniques. Leurs dirigeants étaient politiquement des libéraux. Ils étaient ouvertement procapitalistes. En outre, Marx, à peine quelques années plus tôt, avait engagé une bataille fractionnelle contre eux dans la Première Internationale. (Ironiquement, les dirigeants libéraux des syndicats firent bloc avec les anarchistes contre Marx. Donc Bakounine n'était pas en position de critiquer Marx sur ce terrain. Mais ça c'est de la *Realpolitik*, pas des idées.)

Vous avez la même contradiction apparente chez Lénine. A l'époque de Lénine, vous aviez des partis ouvriers ainsi que des syndicats de masse, mais ils étaient complètement bureaucratés. Et en 1916, Lénine écrivit *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, et un aspect central de ce livre est une analyse de la bureaucratie procapitaliste du mouvement ouvrier, et une attaque contre cette bureaucratie. Mais l'année suivante, quand il écrivit *L'Etat et la révolution*, on y trouve l'affirmation implicite qu'il n'y aurait pas de bureaucratie dans un Etat ouvrier après le renversement du capitalisme. Il écrit ainsi : «[...] on peut fort bien, après avoir renversé les capitalistes et les fonctionnaires, les remplacer aussitôt, du jour au lendemain, pour le contrôle de la production et de la répartition, pour l'enregistrement du travail et des produits, par les ouvriers armés, par le peuple armé tout entier. (Il ne faut pas confondre la question du contrôle et de l'enregistrement avec celle du personnel possédant une formation scientifique, qui comprend les ingénieurs, les agronomes, etc. : ces messieurs, qui travaillent aujourd'hui sous les ordres des capitalistes, travailleront mieux encore demain sous les

ordres des ouvriers armés.)»

Donc comment expliquer cette contradiction apparente? Pourquoi Marx et Lénine reconnaissaient-ils le rôle de la bureaucratie dans les organisations ouvrières sous le capitalisme, mais supposaient implicitement que cela ne serait pas un problème dans un Etat ouvrier après le renversement du capitalisme?

Pour commencer, Marx et Lénine reconnaissaient que pour avoir une révolution ouvrière, les ouvriers devraient avoir un niveau bien plus élevé de conscience politique et une direction différente. Autrement dit, aussi longtemps que les ouvriers britanniques soutenaient les dirigeants

magasin, les chalands peuvent venir acheter à tout moment. Quand il y a peu de marchandises, les acheteurs sont obligés de faire la queue à la porte. Sitôt que la queue devient très longue, la présence d'un agent de police s'impose pour le maintien de l'ordre. Tel est le point de départ de la bureaucratie soviétique. Elle "sait" à qui donner et qui doit patienter.»

Aujourd'hui, aux Etats-Unis, la bureaucratie syndicale est essentiellement composée de gens qui étaient dès le départ des carriéristes petits-bourgeois. Mais dans les années 1930 et 1940 dans ce pays, et aujourd'hui dans d'autres pays, beaucoup de bureaucrates syndicaux étaient des gens



M. S. Nappelbaum

Lénine au congrès de fondation de l'Internationale communiste en mars 1919. En opposition aux dogmes nationalistes de l'anarchisme et du stalinisme, les communistes se battent pour l'internationalisme révolutionnaire.

syndicaux ouvertement procapitalistes, soutenaient l'empire britannique, il ne pourrait pas y avoir de révolution ouvrière. Donc ce n'est pas comme si on passait de ce qui existe aujourd'hui à un Etat ouvrier sans changement dans la direction et la conscience de la part de la classe ouvrière. Aussi longtemps que la classe ouvrière américaine adhère plus ou moins à la politique du dirigeant de l'AFL-CIO John Sweeney, il n'y aura pas de révolution prolétarienne dans ce pays. Donc c'est une partie de la réponse.

La deuxième partie, qui est plus fondamentale, c'est que Marx et Lénine, quand ils parlaient d'un Etat ouvrier, ne parlaient pas de la Russie soviétique du début des années 1920. Ils parlaient d'un Etat ouvrier dans un pays capitaliste avancé, un pays industriel avancé. En outre, ils en parlaient dans un contexte international où la révolution prolétarienne aurait triomphé dans les grands pays capitalistes. A l'évidence, il n'y aura pas de «dépérissement» de l'Etat, même dans un pays capitaliste avancé, si vous êtes engagés dans une guerre froide et peut-être chaude contre un autre Etat capitaliste aussi puissant ou plus puissant, comme les Etats-Unis. Donc si nous prenons le pouvoir au Japon, croyez-moi, l'Etat ne dépérira pas aussi longtemps que le capitalisme américain existe.

Donc une fois de plus, on revient à la question fondamentale de la pénurie économique. Pourquoi, en fin de compte, y a-t-il une bureaucratie ouvrière? Est-ce, comme l'argumenterait Bakounine, à cause d'un désir naturel de la part des hommes de soumettre et de dominer d'autres hommes? Eh bien, si c'est vrai, c'est un argument incohérent même de sa part, parce qu'alors comment arriveriez-vous à l'anarchisme? Non. En fin de compte, une bureaucratie ouvrière a les mêmes causes que les classes en général. Elle naît d'une situation de pénurie économique. Comme Léon Trotsky l'expliquait dans son ouvrage classique sur le stalinisme, *la Révolution trahie* : «*L'autorité bureaucratique a pour base la pauvreté en articles de consommation et la lutte contre tous qui en résulte. Quand il y a assez de marchandises au*

qui avaient commencé par être de jeunes ouvriers combattifs, des militants d'organisations de gauche qui se considéraient comme des rouges. Mais ils étaient entrés dans les appareils syndicaux et avaient petit à petit perdu leur foi dans la révolution et acquis certains privilèges matériels et sociaux.

Je suppose que le cas le plus extrême doit être l'Afrique du Sud, parce que dans ce pays l'existence d'une bureaucratie ouvrière est extrêmement récente, et qu'elle est le résultat d'un changement rapide dans la situation politique. Songez qu'il y a quinze ans, tous les dirigeants syndicaux et les responsables du Parti communiste qui sont aujourd'hui au gouvernement étaient soit en prison, soit dans la clandestinité, soit en exil. Et si ces gens-là, il y a quinze ans, avaient pu regarder dans l'avenir et voir ce qu'ils deviendraient, ils auraient été horrifiés. Mais la différence est vaste, en particulier en Afrique du Sud, entre la vie d'un responsable syndical et celle d'un ouvrier de base.

En fin de compte, bien sûr, comme l'écrivaient Marx et Engels, le dépérissement de l'Etat requiert un accroissement rapide du niveau de la productivité du travail, qui dépasse celui des pays capitalistes avancés.

Anarchisme et stalinisme

En réalité, le stalinisme, en tant que doctrine, est en fait plus proche du bakouninisme que du marxisme. Staline affirmait qu'on pouvait construire le socialisme dans un seul pays, la Russie, mais au moins il pensait qu'on pouvait augmenter le niveau de productivité. Bakounine pensait qu'on pouvait avoir l'anarcho-communisme dans une Russie qui reposait fondamentalement sur une base paysanne primitive. Dans les deux cas, il y a un divorce entre ce qu'on pourrait appeler la psychologie sociale et la base économique. Autrement dit, c'est la négation d'un présupposé fondamental de Marx, à savoir que le droit ne peut pas s'élever plus haut que la structure économique de la société et le niveau culturel qui est conditionné par elle. Et c'est là

Suite page 13

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE
Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Avril 2000 3F

L'impérialisme, la «mondialisation de l'économie» et le réformisme

Les rivalités interimpérialistes s'intensifient

LE BOLCHEVIK B.P. 135-10 75463 PARIS CEDEX 10

Vient de paraître !

Cette brochure reproduit une présentation de Joseph Seymour lors d'une conférence de la Ligue communiste internationale en 1998. Elle analyse les récents changements de l'économie dans une perspective historique depuis un siècle avec le développement de l'impérialisme capitaliste. Les idéologues réformistes de la «mondialisation» cherchent à masquer le rôle des Etats-nations capitalistes et le danger de guerre interimpérialiste qui est inhérent au capitalisme.

3 FF
(10 pages)

Pour toute commande :
Le Bolchévik
B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10

Routiers...

Suite de la page 3

qu'il menace avec ce genre de déclaration c'est les travailleurs au cas où ils auraient recours à des méthodes combattives.

Le front populaire en action contre les routiers et les travailleurs

Une nouvelle fois c'est Gayssot - le ministre PCF des Transports - qui est monté au créneau pour faire le sale boulot de son gouvernement bourgeois. Jouant le rôle de bras droit de Jospin, il était une cheville centrale du dispositif mis en place qui, tout en négociant et en octroyant des concessions, a notamment mis en état de siège l'Ile-de-France pour éviter la paralysie des entreprises de Paris et la région parisienne, a envoyé 30 cars de CRS pour lever le barrage qui bloquait le port Edouard-Herriot près de Lyon et a ordonné les réquisitions d'essence pour protéger le fonctionnement de l'Etat bourgeois.

Le Parti communiste et le PS sont des partis ouvriers bourgeois - en tant que révolutionnaires nous luttons pour scissionner leur base ouvrière de leur direction procapitaliste et la gagner à la nécessité de forger sur un programme révolutionnaire un parti révolutionnaire. De la situation pré-révolutionnaire de 1968 à l'immense vague de luttes de décembre 1995, le PCF et les bureaucraties syndicales (CGT, CFDT, FO, etc.) sont l'obstacle stratégique à la lutte pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Le mécanisme historique en France de la collaboration de classes, c'est l'alliance de ces partis avec des partis bourgeois, c'est-à-dire un front populaire, où les partis ouvriers réformistes font un pacte explicite avec la bourgeoisie, garantissant ainsi qu'ils ne sortiront pas du cadre bourgeois. En 1936 de tels fronts populaires sont venus à bout d'une situation pré-révolutionnaire en France et de la Révolution espagnole (voir notre article en page 9).

Dans le front populaire actuel les Verts, partenaires bourgeois de coalition de Jospin, agissent comme les plus durs opposants de la baisse de l'essence, démontrant ainsi le caractère féroce anti-ouvrier des «écologistes». Ils se sont retrouvés en bloc avec Duisenberg, le président de la Banque centrale européenne, qui a officiellement rappelé à l'ordre le gouvernement capitaliste français, dont le soi-disant «laxisme» face à la classe ouvrière et à la petite-bourgeoisie a fait plonger l'euro. Les barrages des routiers en France ont provoqué la réaction des bourgeoisies européennes. Conscientes de l'impact de telles luttes au sein même de leur propre prolétariat et effrayées des concessions de Jospin - dans un monde où les rivalités interimpérialistes s'intensifient depuis la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS - elles attendent du gouvernement capitaliste de Jospin qu'il fasse respecter l'ordre social.

En France la LTF, section de la LCI, tout comme la SL/B en Grande-Bretagne

qui n'a pas soutenu le Parti travailliste de Blair, nous n'avons pas soutenu le front populaire dirigé par le «socialiste» Jospin. Aujourd'hui, un combat lutte de classe galvaniserait une opposition à ces gouvernements racistes anti-ouvriers. Quand les manifestations enflamment la France, la Grande-Bretagne et la Belgique, il y a un besoin urgent pour une solidarité internationale en opposition totale au chauvinisme promu par les différentes bourgeoisies. En tant que direction révolutionnaire nous cherchons à faire le lien entre les intérêts du prolétariat ici et dans les autres pays dans le sens de la célèbre formule de Marx : «*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*» Nous dénonçons les campagnes chauvines répétées du PCF dans l'*Humanité* contre la société de transport allemande Willy Betz qui emploie des milliers de camionneurs bulgares et d'autres pays d'Europe de l'Est. Nous luttons pour mobiliser la classe ouvrière en opposition à chaque manifestation de chauvinisme et de racisme et pour les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés.

L'« extrême » gauche au service du front populaire bourgeois

Notre opposition de principe au front populaire contraste avec la pseudo-«extrême» gauche qui en France a aidé à porter Jospin au gouvernement - et en Grande-Bretagne, Blair - et lui est entièrement dévouée, comme elle l'a encore montré avec les routiers.

Les plus enragés dans la dénonciation des routiers, c'était la Gauche socialiste (GS) du PS, les chéris des cliffistes de Socialisme par en bas. Afin de resserrer les rangs derrière le front populaire, Julien Dray, le dirigeant de la GS, comparait le mouvement des routiers avec «*leurs collègues chiliens qui, dans les années 70, s'étaient mobilisés pour faire chuter le gouvernement Allende*» (*Le Monde*, 9 septembre). Ces mobilisations faisaient partie d'une campagne de déstabilisation impérialiste contre le gouvernement de front populaire d'Allende, qui a culminé dans le coup d'Etat sanglant du général Pinochet ; elles avaient fondamentalement pour objectif d'écraser la classe ouvrière chilienne, en pleine situation pré-révolutionnaire. De faire une analogie avec la mobilisation populaire contre le gouvernement de Jospin d'aujourd'hui, est à la mesure de la loyauté totale de la Gauche socialiste à ce gouvernement. Jospin ressemble moins aujourd'hui à Allende qu'au Premier ministre gaulliste Juppé durant les grèves de décembre 1995 !

Pendant la mobilisation des petits routiers et propriétaires routiers, LO a oscillé entre deux lignes opportunistes. La première a été, à la suite de la bureaucratie syndicale, de dénoncer la mobilisation comme une grève de patrons, pour lesquels le gouvernement serait trop compréhensif (surtout pour les gros patrons) : «*[...] il faut constater que ce gouvernement, quand il a affaire au patronat ou à*

une partie de celui-ci, sait faire preuve de diligence» (*Lutte Ouvrière*, 8 septembre). Cependant, étant donné la popularité du mouvement, ils ont rapidement infléchi leur ligne, s'alignant sur le PC et son dirigeant Gayssot, qui avait négocié les concessions. Quand le PCF a appelé à une manifestation le 21 septembre pour la baisse des prix des carburants, LO a sauté sur l'occasion pour se retrouver dans la rue avec lui, sur des mots d'ordre qualitativement similaires à ceux du PC. Gayssot dit qu'il faut «*faire payer les compagnies pétrolières*» (*L'Humanité*, 22 septembre) et LO dit qu'il faut «*une lourde taxation des profits des sociétés pétrolières*» et aussi «*des grandes sociétés industrielles et financières*» (*Lutte Ouvrière*, 22 septembre). LO a voté pour ce gouvernement en 1997 (partout où des candidats du PS ou du PC étaient en ballottage contre le FN), maintenant elle sert de cinquième roue au carrosse de Jospin/Gayssot.

LO, loin de chercher à mobiliser le prolétariat sur une perspective de nouvelle révolution d'Octobre, de destruction du système capitaliste, défend comme stratégie : «*C'est à notre tour de taper du poing sur la table et d'imposer au gouvernement d'autres choix que celui de puiser encore et toujours dans les poches des travailleurs et des classes populaires*» (*Lutte Ouvrière*, 15 septembre). Mais le gouvernement capitaliste ne peut pas faire de «choix» à sa guise : sa tâche fondamentale est de protéger la domination de la bourgeoisie et ses profits, et les seuls «choix» qu'il puisse faire sont dans ce cadre en essayant de ne pas provoquer de résistance ouvrière. Comme l'écrivait Trotsky (*Encore une fois, où va la France ?*, mars 1935) : «*Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses, il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. [...] La thèse marxiste générale : les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers quelque chose que s'ils sont menacés du danger de perdre tout. Mais, même les plus grandes "concessions" dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.*» On croirait que Trotsky écrivait contre Lutte ouvrière.

La LCR quant à elle cherche laborieuse-

ment à combiner ses appétits envers les très anti-ouvriers Verts et la popularité au sein des «masses» de la revendication de la baisse du prix de l'essence. D'un côté ils sont se fendus d'un article cherchant à consoler les gens sur le niveau actuel des prix de l'essence, affirmant sans sourciller que «*en francs constants, l'essence est aujourd'hui moins chère qu'en 1985 et la part des carburants dans le budget des particuliers a, en réalité, baissé d'environ 8 %*» (*Rouge*, 7 septembre). De l'autre, ils revendiquent une autre politique du gouvernement laissant entendre qu'une gestion rationnelle des transports, une détaxe complète des carburants, des augmentations massives de salaires sont possibles dans le cadre du salarisme. Avec toutes ces revendications la LCR - une inconditionnelle du vote PS/PC pour «battre la droite» depuis plus de 20 ans - cherche à présenter un visage plus gauche donc plus attractif, pour propager des illusions que le capitalisme pourrait avoir un visage humain, pourvu qu'on fasse pression sur le front populaire bourgeois.

Le pétrole n'est pas une marchandise comme une autre : c'est la source de plus de 40 % de l'énergie mondiale. L'accès au pétrole est d'une importance stratégique vitale pour un Etat capitaliste moderne. Depuis les années 20, le contrôle des champs pétrolifères du golfe Persique donne aux impérialistes britanniques et américains un avantage énorme sur leurs rivaux, notamment allemands et japonais. Washington, avec la contribution de Londres et Paris, a massacré des dizaines de milliers d'Irakiens pendant la guerre du Golfe en 1991 ; l'enjeu c'était le contrôle des champs pétrolifères de la région. Un million et demi de personnes ont été tués depuis par le blocus économique. Les impérialistes continuent le massacre avec des bombardements presque quotidiens et des sanctions qui empêchent le pétrole irakien d'atteindre le marché mondial. Nous disons : A bas les sanctions de famine !

Les Français essaient de tirer leur épingle du jeu avec TotalFinaElf, qui a des intérêts en particulier en Afrique où ils ont à leur solde toute une série de dictateurs sanguinaires. Aujourd'hui une partie de la bourgeoisie française demande la levée du blocus de l'Irak, mais c'est uniquement pour mieux faire valoir leurs propres intérêts d'impérialistes rapaces par rapport à leurs rivaux.

Secoué par l'impact et l'ampleur du soutien aux barrages des routiers, le gouvernement Jospin se prépare à une confrontation majeure. En décembre 1995, le gouvernement Juppé avait été pris par surprise et avait reculé. La LTF s'était à l'époque battue pour étendre les grèves de la fonction publique au privé en avançant toute une série de revendications pour mobiliser notamment la composante immigrée de la classe ouvrière qui a une place stratégique dans le secteur privé. Mais la grève avait été poignardée par les bureaucraties syndicales et les directions traîtres du PS et du PC, avec LO et la LCR à leur traîne. Finalement Juppé a été remplacé par l'actuel gouvernement de front populaire qui est en train de mettre en œuvre la politique de Juppé. Nous cherchons à graver les leçons de la grève dans la conscience des ouvriers afin qu'ils puissent aller de l'avant vers des victoires.

La classe ouvrière est la seule force qui ait la puissance, la cohésion sociale et l'intérêt direct à mettre en déroute les attaques du gouvernement. Il faut lier cette lutte à la lutte pour renverser le système tout entier de l'exploitation capitaliste, de l'oppression nationale, du racisme et de la guerre, un système que soutiennent ô combien les sociaux-démocrates du PS et du PC. Un grand nombre d'ouvriers sont confrontés à des fermetures d'usines, des privatisations et des attaques racistes, et ils brûlent de se lancer dans une lutte de classe de leur cru. Nous nous battons pour construire le parti qui s'engage à diriger le prolétariat vers la révolution socialiste pour exproprier la classe capitaliste, y compris les compagnies pétrolières, et construire une économie socialiste planifiée. ■

Anarchisme...

Suite de la page 12

vraie réponse. En fin de compte, la bureaucratie stalinienne est un produit de la persistance de la domination mondiale du capitalisme, qui empêche l'augmentation du niveau général de productivité dans les Etats ouvriers déformés, comme la Chine. Les anarchistes les plus honnêtes intellectuellement reconnaissent en fait les similarités qui existent entre certaines variétés de stalinisme et le bakouninisme ; ainsi, l'intellectuel anarchiste Paul Avrich argumentait que le maoïsme et le guévarisme - qui affirment en fait que le socialisme est fondamentalement un changement dans la psychologie des masses, sans rapport avec le niveau de production - étaient en fait plus proches du bakouninisme que du marxisme, et il avait raison.

Si vous lisez la vieille propagande stalinienne sur le «nouvel homme soviétique»,

c'est tout à fait compatible avec l'idée bakouninienne de régénération morale. L'universitaire marxiste Isaac Deutscher, par exemple, caractérisait l'«homme socialiste» que Staline présentait au monde comme quelqu'un qui travaillait 12 heures par jour dans des conditions qu'aucun ouvrier américain n'accepterait.

Dans son *Catéchisme révolutionnaire*, Bakounine décrit une société qui est à bien des égards attirante. Mais il affirmait que cette société pouvait exister, et même qu'elle avait davantage de chances d'exister, dans les régions les plus arriérées et les plus rurales de l'Europe - l'Italie et la Russie. Ce n'est pas par hasard que l'anarchisme, en tant que doctrine et que mouvement, a pris racine dans des pays européens arriérés comme l'Espagne et l'Italie ; la Russie tsariste, qui n'eut jamais de mouvement anarchiste de masse, a produit certains des penseurs anarchistes les plus influents.

Bakounine était, de par la nature même

de sa doctrine, un avocat du socialisme dans un seul pays, ou même dans une seule région d'un seul pays. Pour Bakounine, et cela correspond à toute la tradition rousseauiste, le principal effet de la révolution n'était pas la réorganisation de la production à un niveau plus élevé, mais un changement dans la conscience politique, de telle sorte que les gens identifient leurs propres intérêts avec ceux de l'humanité en général.

Les marxistes, au contraire, rejettent les arguments fallacieux, avancés tant par les staliens que par les anarchistes, comme quoi le communisme sans classes est simplement le produit d'une régénération psychologique. Nous luttons pour renverser le système capitaliste, afin de réorganiser la production, de manière à l'amener à un niveau si élevé que la pénurie n'existera plus. C'est alors seulement que nous pourrions jeter les bases matérielles de l'émancipation de l'humanité de l'exploitation, de la guerre et de la pauvreté. ■

Femmes...

Suite de la page 16

taliste. Par exemple, la hiérarchie de l'Eglise catholique n'a pas toujours défini la « vie » dès la conception, ils ont changé leur définition de l'avortement pour s'accommoder au nationalisme bourgeois moderne. Dans les années 1860, Napoléon III avait besoin d'un nombre plus élevé de naissances afin d'avoir à sa disposition des soldats et des ouvriers pour étendre l'Empire français. Il a fait appel à Rome, et le pape (qui vient juste d'être « béatifié » par l'actuel pape Wojtyła) a **changé** la doctrine traditionnelle de l'Eglise ; l'avortement devenait un péché mortel en échange de la défense militaire par Napoléon du Vatican contre les unificateurs révolutionnaires de l'Italie. La position actuelle de l'Eglise catholique est de définir la vie d'un enfant dès la conception, et donc l'avortement est considéré comme un « meurtre ». Cette définition est encore acceptée aujourd'hui comme la base « morale » de la législation sur l'avortement en France et dans le reste de l'Europe catholique, donc la loi Veil capitule explicitement devant la définition de l'Eglise en affirmant dans son article 1 que « La loi garantit le respect de tout être humain dès le commencement de la vie ».

Dans son œuvre célèbre *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Friedrich Engels donne une explication marxiste de l'oppression de la femme et du développement de la société de classes. C'est un outil important pour la compréhension de l'oppression spécifique des femmes sous le capitalisme, mais aussi la clé pour la libération des femmes à travers la révolution socialiste.

La société de classes est caractérisée par la division entre exploités et exploités : dans la Grèce et la Rome antiques cette division se faisait entre les maîtres d'esclaves et les esclaves. Aujourd'hui cette division se fait entre le capitaliste qui détient les moyens de production et le travailleur qui a seulement sa force de travail à vendre. Cependant, la société de classes n'a pas toujours existé. Dans les sociétés très primitives, il n'y avait pas de classes, mais seulement une division égalitaire du travail basée sur le sexe, qui partait de la simple réalité que la femme tombe enceinte et doit allaiter les bébés. Même si les hommes et les femmes remplissaient des rôles différents dans la société, ces rôles étaient tout aussi nécessaires socialement, et en tant que tels ils étaient considérés comme égaux.

Le mariage monogamique est apparu avec le développement de la propriété privée. Le développement de l'agriculture et la possibilité de produire un surplus a mené à capturer des esclaves et à les forcer à travailler : c'était la première division de la société en classes. Comme l'homme était responsable pour le domaine extérieur au foyer domestique, c'est-à-dire

là où la valeur en surplus était produite, ce qui était auparavant les outils communs et la propriété commune a évolué en propriété privée appartenant aux hommes. L'unité de la famille patriarcale et monogamique apparaît : afin que l'homme soit sûr que seuls ses propres fils pouvaient hériter de sa propriété, il devait être sûr que sa femme n'avait de rapports sexuels qu'avec lui-même. Engels appelle cela une défaite historique mondiale pour le sexe féminin.

Le droit d'héritage de la propriété privée est essentiel au maintien de la dictature de classe capitaliste. Après la révolution socialiste, sous la dictature du prolétariat, la propriété – la possession de la terre et des usines – sera socialisée et le droit



Le Bolchévik

Paris, le 25 novembre 1995 : 40 000 personnes pour les droits des femmes au début du mouvement de grèves contre le plan d'austérité de Juppé.

d'héritage aboli, comme ce fut le cas en Russie après la révolution d'Octobre. Les tâches oppressives qui enchaînent les femmes au foyer, comme de travailler toute la journée et puis faire les tâches ménagères et s'occuper des enfants après, incarnent l'oppression spécifique des femmes dans la famille bourgeoise et ne peuvent pas être « abolies » : elles doivent être remplacées. Dans un Etat ouvrier sain il y aurait des cuisines collectives et des crèches gratuites ouvertes 24 heures sur 24, afin de donner la possibilité aux femmes de devenir des participantes à part entière de la vie sociale et politique, et de détruire la base matérielle de l'arriération anti-femmes.

Après la révolution d'Octobre 1917 dans la Russie arriérée, les femmes ont immédiatement gagné plus d'acquis qu'on n'aurait jamais pu imaginer dans les pays capitalistes avancés de l'époque : elles ont obtenu le droit de vote et de divorce, et l'avortement est devenu légal. Le gouvernement soviétique a donné des chances égales dans l'éducation et dans le travail. Les femmes communistes ont risqué leur

vie afin de toucher les femmes musulmanes terriblement opprimées dans l'Orient soviétique pour leur apprendre à lire, leur offrir un système de santé et les gagner à la révolution. Le jeune Etat ouvrier soviétique était économiquement arriéré et internationalement isolé, mais tous les efforts étaient faits pour mettre en place des centres de soins, l'éducation gratuite, des cuisines communautaires et des cantines. Cependant, avec l'usurpation du pouvoir par une caste bureaucratique dirigée par Staline en 1923-1924, le programme bolchévique pour l'émancipation des femmes a été abandonné. Au lieu de cela, les staliniens ont renforcé la famille pour contrôler la classe ouvrière, au nom de la construction de la « famille socia-

femmes et les rendre craintifs, dociles, accablés par la culpabilité et déchirés par le doute. Le renforcement de la famille se reflète dans l'esclavage domestique dans le cadre duquel des milliers de femmes en France sont battues chaque année par leurs maris et fils. Le manque d'alternative sociale mène à l'extrême vulnérabilité et à la dépendance économique par rapport à la famille, qui est utilisée pour enrégimenter socialement la population. Les valeurs de « travail, famille, patrie » sont celles qu'on utilise pour mobiliser la population pour la guerre.

Les pseudo-trotskyistes sont liés à l'Etat capitaliste

L'accès à l'avortement sûr, libre et gratuit est une mesure de la condition des femmes, qui en retour est une indication de l'avancement général de la société. Comme tous les acquis pour la classe ouvrière et les opprimés dans la société capitaliste, le droit à l'avortement est le produit de la lutte sociale. Mais on ne peut pas isoler la lutte pour défendre le droit à l'avortement de la lutte pour des conditions de vie décentes, un système de santé et des crèches gratuits et de qualité. On ne peut pas non plus le séparer de la lutte contre l'Etat, la famille et les institutions religieuses qui maintiennent la classe ouvrière enchaînée à l'exploitation capitaliste. Pour briser ces chaînes, il faut mobiliser la classe ouvrière pour qu'elle prenne le pouvoir en son propre nom, en renversant l'ordre bourgeois et en jetant la base pour une société socialiste à l'échelle mondiale. En définitive, la libération des femmes exige une révolution socialiste abolissant la propriété privée et créant les conditions matérielles pour remplacer la famille bourgeoise.

liste » et du « socialisme dans un seul pays ».

Malgré le renversement stalinien des buts initiaux des bolchéviks, les acquis des femmes dans l'ex-Union soviétique et dans les autres Etats ouvriers déformés forment un contraste dramatique face au monde capitaliste : les femmes en Asie centrale soviétique travaillaient comme médecins, scientifiques et enseignantes, alors que leurs homologues en Afghanistan sont condamnées à être vendues en mariage, forcées de porter un long voile étouffant de la tête aux pieds, et n'ont littéralement aucun droit. Dans l'ex-RDA, 90 % des femmes en âge de travailler étaient actives et beaucoup avaient des postes de médecin ou d'ingénieur, des emplois dans lesquels les hommes sont encore prépondérants dans les pays capitalistes avancés ; elles bénéficiaient de longs congés payés de maternité ; l'avortement était légal et gratuit, et les contraceptifs facilement disponibles. Mais maintenant, dans l'Allemagne réunifiée, le retour au capitalisme a provoqué une augmentation énorme du chômage pour les ouvrières, la liquidation de beaucoup d'usines à l'Est, la multiplication des attaques fascistes et la destruction du système de crèches et de cantines basées sur les usines. Quant au droit à l'avortement (qui existait avant), maintenant il « n'est pas puni » pendant les 12 premières semaines de grossesse et il est possible d'y avoir accès seulement après une « consultation » approfondie (souvent sous le contrôle de fanatiques catholiques ou protestants), et il est toujours considéré comme une offense contre « le statut marital et la famille ».

En plus du travail qu'accomplissent les femmes pour s'occuper de la famille, ce qui devrait être pris en charge par la société, sous le capitalisme la famille est utilisée pour renforcer le conservatisme social et pour favoriser l'obéissance à l'autorité et à la morale. Toute « déviation » de la famille bourgeoise est condamnée comme mauvaise et « contre nature » : le sexe avant le mariage, le sexe avec des mineurs, l'homosexualité (voir notre article sur l'hystérie anti-pédophilie en France dans *le Bolchévik* n°143, été 1997). La question du sexe et de la famille est utilisée pour manipuler les hommes et les

Au contraire, les différentes organisations réformistes et centristes **acceptent** fondamentalement l'ordre capitaliste qui relègue les femmes à un rang inférieur. On pouvait le voir très clairement dans la marche des femmes à Paris en janvier dernier en commémoration du 25^e anniversaire de la loi Veil. Le mot d'ordre principal de la manifestation embrassait les mots d'ordre démocratiques **bourgeois** de la Révolution française de 1789 pour la « liberté, autonomie, égalité, dignité, solidarité », avec l'appel « Les femmes prennent la Bastille ». Cet appel était contresigné par les soi-disant trotskystes de Lutte ouvrière (LO) et de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) entre autres. L'appel contenait certaines revendications soutenables, bien que minimales et parfois vagues, comme « des salaires décents », « la suppression de l'autorisation parentale pour les mineurs » qui demandent l'avortement, « les mêmes droits pour les femmes étrangères » cherchant à avorter, etc. Mais au fond ces revendications ne dépassaient pas les limites étroites de l'aile libérale de la bourgeoisie. LO, la LCR et le reste de la gauche pseudo-trotskyiste prétendent être révolutionnaires, mais en fait ils **acceptent** le cadre du capitalisme. Le soutien qu'ils ont apporté à cette manifestation est un des exemples de comment, en dépit d'une rhétorique « anticapitaliste » occasionnelle, ils cachent le fait que l'égalité complète des femmes n'est possible que par la révolution socialiste ; ils choisissent au contraire de faire croire aux gens que la réponse se trouve dans un programme de pression sur le gouvernement bourgeois de front populaire pour que celui-ci agisse « à la place » des femmes ou d'autres couches opprimées de la société. Comme Socialisme par en bas (SPEB) écrit à propos de la proposition de réforme de la loi sur l'avortement : « les réactions au sein de la gauche et y compris dans le PS [...] pourraient bien forcer nos dirigeants à retourner une nouvelle fois leur veste... dans le bon sens cette fois » (*Socialisme par en bas*, août).

Lutte Ouvrière (7 juillet) gronde « ce gouvernement socialiste » [sic] en l'accusant de faire preuve d'« une pleurerie remarquable » contre les réactionnaires anti-avortement, et évoque le contraste avec la « détermination qu'avait manifestée

Le dernier numéro de *Spartacist* contient notamment un article démolissant les théories de Cliff et Shachtman, qui alléguaient que l'Union soviétique n'était pas un Etat ouvrier dégénéré, mais une sorte de société « capitaliste » avec une « nouvelle classe », et se sont faits les complices de la campagne de l'impérialisme pour la contre-révolution. Non seulement cette question est essentielle pour comprendre le monde post-soviétique dans lequel nous sommes, mais aussi elle revêt une actualité brûlante en Chine où nous, les trotskystes, sommes à notre poste pour défendre l'Etat ouvrier déformé chinois contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure.

SPARTACIST 4
NUMERO 32 EDITION FRANÇAISE PRINTEMPS 2000

La Révolution russe et l'effondrement du stalinisme

La faillite des théories sur une « nouvelle classe »
Tony Cliff et Max Shachtman : complices pro-impérialistes de la contre-révolution

Le Thermidor stalinien, l'Opposition de gauche et l'Armée rouge 2
La conception chez Trotsky d'une « fraction Reiss » dans la bureaucratie soviétique 28
A bas l'occupation impérialiste du Kosovo ! Toutes les forces US/ONU/OTAN hors des Balkans, immédiatement ! 46
Déclaration de la Ligue communiste internationale (avril 1999), Défaite de l'impérialisme par la révolution ouvrière ! Défense de la Serbie ! 49
Women and Revolution et les perspectives de la LCI. Libération des femmes par la révolution socialiste ! 64

Il faut forger un parti trotskyste ! Pour la révolution ouvrière !
Leçons d'Indonésie - 1965

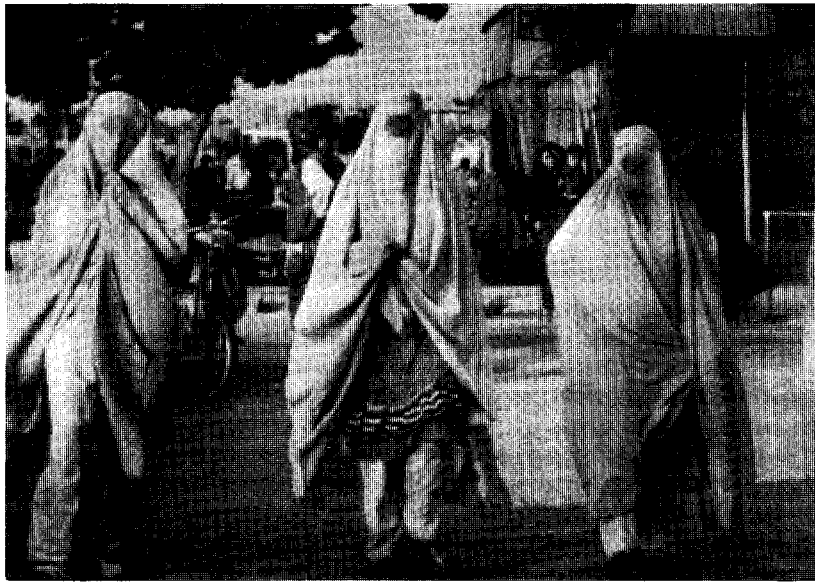
PAGE 31

10FF Commande :
Le Bolchévik, B.P. 135-10
75463 Paris cedex 10

en son temps Simone Veil» (« en son temps », en 1974, LO disait que l'avortement était un « meurtre » et que la contraception était « barbare » ! – voir *Lutte de classe*, mars 1974). Quand le gouvernement a ensuite annoncé qu'il pousserait les réformes, LO a argumenté que les propositions étaient « bien la moindre des choses que le gouvernement Jospin pouvait faire » ; LO est d'avis que « pour que le plein droit des femmes à disposer de leur corps » se concrétise, il « faudrait avant tout y mettre les moyens. [...] Il faudrait [...], bref mener une politique de santé au service de la population » (*Lutte Ouvrière*, 4 août). Mais c'est construire des illusions que l'Etat capitaliste raciste, et son gouvernement de front populaire, peut sous la pression agir « au service de la population ». Dans la mesure où le gouvernement répond à la pression, c'est d'habitude à la pression de l'Eglise catholique : Mitterrand a capitulé sur les écoles catholiques (voir notre article « Non au concordat Savary ! », dans *le Bolchévick* n° 46, avril 1984), le parlement de Jospin était paralysé l'année dernière au sujet du PACS, et tout récemment la circulaire sur la pilule du lendemain a été invalidée, tout ça grâce à la pression des réactionnaires obscurantistes religieux et de l'Eglise. De faire pression sur le gouvernement est une stratégie toujours perdante pour le changement social, mais la gauche réformiste y trempe pour délibérément faire diversion vis-à-vis de la lutte pour le pouvoir.

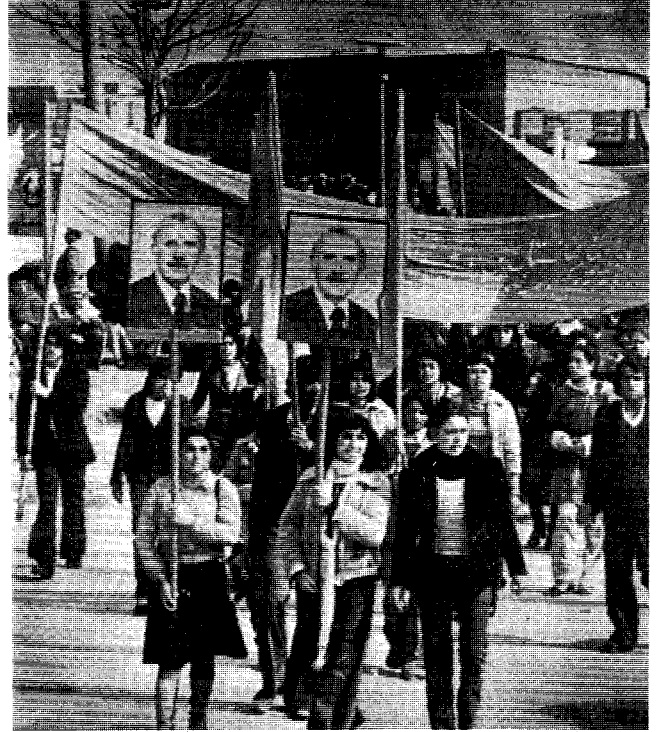
Dans une brochure du 10 novembre 1995, « Où en est la cause des femmes ? » (*Exposé du Cercle Léon Trotsky*), LO fait deux références passagères à Engels et mentionne correctement « la sujétion sociale des femmes, produit de la division de la société en classes ». Mais nulle part dans toute la brochure, il n'y a la moindre analyse spécifique du fait que l'oppression spéciale des femmes, comme l'explique Engels, plonge ses racines dans le bastion du capitalisme qu'est la famille nucléaire. Cela laisse au fond LO dans le cadre du féminisme bourgeois ; ils traitent l'oppression des femmes presque comme un phénomène psychologique : « Le mouvement féministe fut un mouvement efficace, quoi qu'on puisse penser par ailleurs de ses contradictions et de ses limites. Il a dénoncé l'oppression des femmes, bousculé de nombreux préjugés, secoué la mentalité de soumission inculquée à bien des femmes, revendiqué pour elles le droit d'être elles-mêmes à part entière. »

Ceci les rend également aveugles aux autres cas d'oppression spécifique, comme l'obscène assistance qu'ils ont prêtée, avec enthousiasme, à l'expulsion de l'école de lycéennes d'origine immigrée portant le foulard islamique. En 1992, ils ont participé à l'expulsion d'un collège de Villeneuve-la-Garenne d'une jeune fille portant le foulard (voir *Lutte Ouvrière* n° 1278, 27 novembre 1992), et en 1994 ils ont organisé une contre-manifestation à Lille contre des lycéens qui cherchaient à défendre 19 jeunes filles qui venaient d'être exclues de l'école. De telles actions reçoivent généralement le soutien des fascistes de Le Pen et Mégret – et pour cause. Dans sa brochure, LO dénonce les « intégrismes religieux » (un mot de code pour le racisme anti-maghrébin en France), en mettant dans le meilleur des cas sur un



Le Bolchévick/Workers Vanguard

Les droits des femmes étaient au cœur de la guerre civile lancée en 1979 par les tribalistes réactionnaires contre le gouvernement afghan pro-soviétique. Cette année-là, des femmes pouvaient défiler à Kaboul sans voile, le symbole de leur oppression.



TASS de Sovfoto

piéd d'égalité l'« intégrisme religieux » islamique et catholique. Ils passent ainsi totalement sous silence le fait qu'en France, là où l'islam ne peut jamais être autre chose qu'une idéologie de ghetto qui accepte la ségrégation, l'ennemi principal n'est pas l'intégrisme islamique, mais l'Etat français capitaliste catholique, impérialiste, raciste, anti-ouvriers, anti-femmes, qui opprime les masses travailleuses en Algérie, en Afrique, et ici. Dans sa brochure de 1995, LO reconnaît le rôle répressif de la religion et le fait que le voile est le symbole d'un programme social de la réaction sinistre, et admet correctement que beaucoup de ces filles « cèdent à un chantage affectif de leur famille, ou [...] croient de bonne tactique d'avoir l'air de céder à la pression dans l'espoir de gagner du temps. Et qui dira combien cèdent tout simplement à la peur de la répression exercée par leurs pères, leurs frères et les copains de ceux-ci, gagnés, eux, aux islamistes ? » Mais en soutenant leur exclusion de l'école, LO contribue à renvoyer ces filles dans leur famille répressive, en leur refusant dans les faits une éducation ou tout autre accès réel au monde extérieur.

LO dissimule sa ligne chauvine française derrière la remarque correcte que le voile est un symbole de l'oppression horrible des femmes... ce qui ne leur était pas venu à l'esprit lorsqu'ils s'étaient opposés à l'intervention de l'Armée rouge soviétique en Afghanistan pour combattre les intégristes islamistes soutenus par la CIA, qui jetaient du vitriol sur les femmes dévoilées et exécutaient les instituteurs pour le « crime » d'apprendre à lire et à écrire aux filles. Le retrait de l'Armée rouge soviétique en 1989 et la destruction de l'URSS en 1991-1992 a littéralement renvoyé des millions de femmes à une vie dans des conditions dignes du Moyen-Age, sans aucun droit à l'école ni aux soins médicaux, ni même le droit de se montrer à la lumière du jour puisqu'elles sont obligées de porter un long voile étouffant et qu'elles peuvent se faire tuer pour des « crimes » tels que « l'adultère ». En 1979, l'Armée rouge est entrée en Afghanistan pour intervenir dans une guerre civile qui avait commencé quand le gouvernement petit-bourgeois soutenu par l'URSS voulait

baisser le prix de l'épousée ; les Soviétiques voulaient défendre leur frontière Sud contre les troupes de la CIA, les *mudjahedin* égorgeurs de femmes. Nous, la LCI, nous avons dit « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan » et nous avons appelé à y étendre les acquis d'Octobre. Cependant, presque tout le reste de la « gauche », LO compris, a immédiatement emboîté le pas à la réaction impérialiste pour se vautrer dans l'orgie contre l'Union soviétique. Aujourd'hui en Afghanistan les femmes en paient le prix.

La « gauche » réformiste et centriste limite ses revendications aux mots d'ordre faisant pression sur la bourgeoisie, parce qu'elle a abandonné il y a longtemps la lutte pour une révolution prolétarienne qui est la seule voie de la libération des femmes et de leur égalité. Cela se voit le mieux dans leur attitude par rapport à la seule révolution prolétarienne victorieuse de l'histoire, la Révolution russe. La totalité de la soi-disant gauche a soutenu la contre-révolution capitaliste en URSS en 1991-1992 et en Europe de l'Est. Aujourd'hui, ils continuent en prenant part à l'offensive idéologique de la bourgeoisie impérialiste contre les acquis dans les Etats ouvriers restants – Chine, Cuba, Vietnam et Corée du Nord – qui ont renversé les formes capitalistes de propriété, bien qu'en établissant des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés qualitativement similaires à l'URSS stalinienne. Dans la LCI, nous avons lutté pour la défense militaire inconditionnelle de l'URSS et des autres Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est. Nous nous sommes battus pour la révolution politique prolétarienne pour renverser les bureaucraties staliniennes. Et c'est ce pour quoi nous continuons à nous battre aujourd'hui dans les Etats ouvriers déformés restants. Comme le disait James P. Cannon, le dirigeant du trotskysme américain : « Ceux qui ne peuvent pas défendre les acquis déjà gagnés, sont incapables de se battre pour en gagner des nouveaux. »

Socialisme par en bas, les partisans en France du « capitalisme d'Etat » de feu Tony Cliff, ont salué ouvertement leur propre impérialisme « démocratique » dans la bataille qui a mené à la destruction des formes de propriété collectivisée et à la misère pour les masses, et tout spécialement pour les femmes, en Europe de l'Est. Ils écrivent : « La réelle réussite des révolutions de 1989 est qu'elles ont renversé un système politique dictatorial et l'ont remplacé par une forme de gouvernement où les travailleurs ont le droit de s'organiser dans des syndicats qui ne sont plus contrôlés par l'Etat [...] et de s'exprimer avec une liberté qu'ils n'avaient pas sous le régime stalinien » (1989-1999, *Un mur s'effondre, l'espoir renaît*). Dans le même esprit, en décembre 1989 LO écrivait que « même si cette réunification [allemande] se fait entièrement sous l'égide du capitalisme, les révolutionnaires communistes n'ont aucune raison d'y être opposés » (*Lutte de classe*). Mais des milliers de femmes et de travailleurs d'Allemagne de

l'Est ne se précipitent pas pour s'emballer à propos de leur « liberté » au lendemain de la contre-révolution : ils y ont perdu l'accès à l'avortement gratuit, aux soins médicaux de qualité et à une vie décente, et ils vivent maintenant dans la pauvreté et le chômage sous le système capitaliste pourri. De même, la contre-révolution capitaliste a aussi amené la misère pour des millions de femmes polonaises qui sont maintenant forcées de vivre sous le joug cléricoréactionnaire de Solidarność. En 1981, quand nous avons dit « A bas la contre-révolution de Solidarność ! », la totalité des pseudo-trotskyistes saluait le « syndicat » réactionnaire du pape et de la CIA.

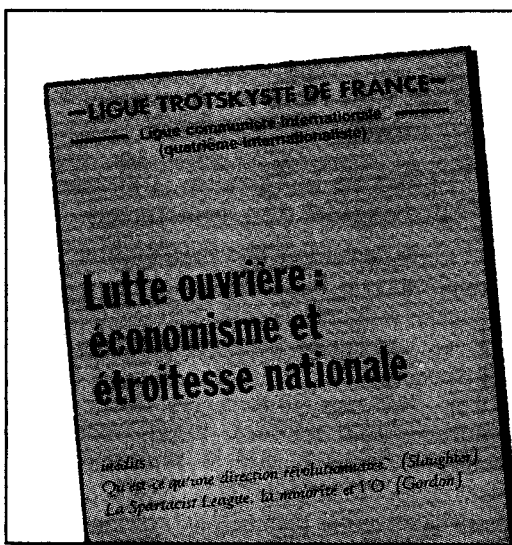
La question russe est toujours posée directement en Chine, à Cuba, au Vietnam et en Corée du Nord. Ces Etats ouvriers déformés sont sous la pression constante du monde impérialiste et des forces intérieures qui cherchent à restaurer le capitalisme dévastateur. En Chine la révolution de 1949 a expulsé la bourgeoisie ; elle a libéré les femmes de la pratique barbare du bandage des pieds des jeunes filles qui les handicapait à vie, elle a mis fin au mariage forcé, elle a donné la possibilité aux femmes de travailler et d'avoir des terres. Les femmes, en particulier à la campagne, sont les premières à souffrir de l'introduction par la bureaucratie nationaliste maoïste des « réformes » de marché, mais elles forment aussi un secteur stratégique du prolétariat chinois et elles joueront un rôle clé dans le parti révolutionnaire chinois qui se battra pour la révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne et pour les soviets de travailleurs comme en Russie en 1917. Cependant, pour LO et SPEB, la Chine est bourgeoise, et donc ils ne défendent pas les formes de propriété collectivisée et les acquis énormes que celles-ci ont amenés pour les femmes chinoises et pour les masses.

Nous prenons le travail des bolchéviks parmi les femmes comme un modèle pour notre parti. Les bolchéviks avaient compris, comme nous le comprenons, que le rôle des femmes est stratégique pour la révolution. Cela veut dire que nous prenons très au sérieux le développement et l'entraînement des jeunes femmes recrutées au parti ; nous reconnaissons que les femmes peuvent et doivent entrer dans la lutte pour un avenir communiste. Beaucoup de femmes font partie de la classe ouvrière et, ensemble avec leurs frères de classe, elles ont les moyens et l'intérêt de classe pour débarrasser le monde du capitalisme. Il est crucial que ces femmes et d'autres s'organisent dans un parti révolutionnaire d'avant-garde et s'arment d'un programme qui montre la voie pour gagner leur propre émancipation et celle de la classe ouvrière tout entière. Nous gagnerons l'émancipation des femmes grâce à la victoire d'une révolution ouvrière qui jettera les bases pour une société d'égalité et d'abondance et pour le remplacement de la famille. Libération des femmes par la révolution socialiste !

Cette brochure, publiée en 1986, contient des textes et articles sur la conception du parti d'avant-garde léniniste, ainsi que de nombreux articles du *Bolchévick* polémique contre Lutte ouvrière sur la question de la lutte contre le fascisme et l'oppression raciste, ainsi que la question de la défense militaire inconditionnelle de l'URSS.

20 FF (76 pages)

Commande : Le Bolchévick
B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Libération des femmes par la révolution socialiste !

Avortement libre et gratuit pour toutes !

Gouvernement PS/PC/Verts : anti-femmes, anti-ouvriers, anti-immigrés

Le 27 juillet, Martine Aubry, ministre du Travail et de la Santé, annonçait la présentation cet automne d'une loi qui porterait la période légale pour l'avortement en France de 10 à 12 semaines. La loi proposée modifierait aussi la loi Neuwirth de 1967 qui légalisait la pilule mais avec prescription obligatoire. Même si la « loi Veil » de 1975 a légalisé l'avortement en France, elle place des conditions très restrictives pour le droit des femmes à l'avortement : une « clause de conscience » pour les médecins et les hôpitaux ; l'autorisation parentale obligatoire pour les mineures ; l'interdiction de l'avortement pour les femmes étrangères non-résidentes et/ou sans-papiers ; une limitation des avortements à un maximum de 25 % de toutes les opérations dans les hôpitaux ou cliniques ; l'interdiction de toute publicité pour les services d'avortement ou de contraception. Et comme si cela n'était pas suffisant, il y a aussi la propagande obligatoire du gouvernement à propos des dangers et des « risques », que le médecin doit donner à la femme qui veut avorter, une période obligatoire d'attente d'une semaine, une « consultation » obligatoire pour s'assurer que la femme a eu « des conseils appropriés »... et tout cela avec une période légale d'avortement de seulement 10 semaines ! Toute violation de la loi Veil peut être sanctionnée par une peine de deux mois à deux ans de prison et/ou une amende de 2 000 à 20 000F !

La nouvelle proposition de loi débarasse la loi Veil de certains de ses aspects les plus restrictifs, et, en tant que marxistes, nous défendons ce genre d'acquis. Mais c'est loin de ce qu'il faut revendiquer : **avortement gratuit et de qualité pour toutes, y compris les immigrées et les mineures.** Il ne devrait y avoir aucune restriction au droit des femmes à l'avortement. Nous nous battons pour l'avortement libre et gratuit comme un droit fondamental pour la femme, en le liant à la bataille plus large pour libérer la femme du poids étouffant de la famille. Cela veut dire une lutte contre le système capitaliste qui renforce la famille nucléaire, et pour la révolution socialiste pour libérer la femme en posant la base pour le remplacement de la famille bourgeoise, la source de l'oppression de la femme.

En France chaque année, 10 000 mineures tombent enceintes (dont 6 500 ont un avortement), et les lois restrictives forcent 5 000 femmes à pratiquer un avortement dans les pays voisins. Aubry, et le gouvernement qu'elle représente, ont pris une pose « pro-femmes » en proposant de légers changements à la loi sur l'avortement déjà existante, en disant qu'ils ne



Bruno Pueyo

Les femmes sont parmi les premières victimes de l'austérité anti-ouvrière (à gauche, ouvrières chez Lacoste). L'appel à la Marche des femmes de janvier acceptait le cadre capitaliste. Seule la révolution ouvrière amènera l'émancipation des femmes.



Banjade

Femmes et Révolution

sont pas « sous la pression des féministes, nous en faisons partie » (*L'Humanité*, 28 juillet). On pouvait clairement voir dans les restrictions de la circulaire gouvernementale autorisant la distribution dans les lycées de la « pilule du lendemain », que ce n'est là qu'une pose. Présentée comme un gros progrès pour les droits des femmes, cette circulaire était tellement pleine de restrictions que pendant ses 6 mois d'existence (avant qu'elle ne soit abrogée par le Conseil d'Etat), des 213 lycéennes en région parisienne ayant demandé la pilule du lendemain, il n'y en a que 16 qui ont pu effectivement l'obtenir.

Se poser comme « pro-femmes » ou « pro-ouvriers » est précisément un des rôles de la soi-disant « gauche » dans un gouvernement de front populaire, qui est une alliance électorale des partis ouvriers réformistes avec les partis bourgeois. Forme traditionnelle de collaboration de classes en France, les gouvernements de front populaire sont là pour étouffer et faire dérailler la lutte de la classe ouvrière. Les partis réformistes de masse comme le PS et le PC (les partis ouvriers-bourgeois, comme Lénine les appelait) utilisent leur autorité sur le prolétariat pour enchaîner la classe ouvrière à la bourgeoisie. Ils sont fermement attachés au capitalisme à travers leur programme et leur direction, mais la présence directe des éléments bourgeois comme le MDC ou les Verts

sert de garantie à la bourgeoisie que la coalition sera fondamentalement dédiée à la préservation et au maintien du système capitaliste – et elle sert d'alibi aux directions PS/PC vis-à-vis de leur base ouvrière pour leur propre politique anti-ouvrière.

Pro-femmes ? Pro-ouvriers ? Sûrement pas. Les gouvernements de front populaire sont de façon inhérente **capitalistes**. Ce gouvernement a été mis en place pour appliquer le programme d'austérité de la bourgeoisie et le démantèlement des acquis sociaux. Contrairement au reste de la mal nommée « extrême » gauche, nous, la LTF, nous nous sommes opposés à ce gouvernement depuis le début, en appelant la classe ouvrière à ne pas voter pour les partis ouvriers qui se trouvaient dans une alliance de front populaire. Nous reconnaissons que c'est le même gouvernement qui a mis en place la « loi Aubry » d'austérité, détruisant les acquis de la classe ouvrière sous le faux prétexte d'introduire une semaine de « 35 heures » de travail avec « flexibilité » (horaires coupés, changements arbitraires dans le planning du travail, imposition du travail à temps partiel) qui frappe particulièrement durement les femmes ouvrières et spécialement les mères travailleuses. Les femmes en France sont déjà moins payées que les hommes, elles sont souvent les dernières embauchées et les premières licenciées, et elles sont ainsi confrontées à la menace

constante d'être contraintes à quitter leur travail et à retourner dans le cadre étouffant du foyer domestique, des enfants et de l'Eglise. Nous disons : à travail égal, salaire égal ! Parce qu'elles sont les premières visées par les attaques d'austérité du gouvernement, beaucoup de femmes étaient aux premiers rangs dans la bataille lors de récentes luttes sociales chez Epéda, Levi's, Moulinex, Faurécia, Connectron, Lacoste.

Nous reconnaissons que c'est ce même gouvernement anti-femmes, anti-ouvriers, anti-immigrés qui, face aux luttes sociales récurrentes dans la santé, est vicieusement déterminé à démanteler la sécurité sociale qui est relativement bon marché et de qualité. C'est ce même gouvernement qui prive les jeunes filles musulmanes du droit d'avoir une éducation en les excluant de l'école pour port du foulard. C'est ce même gouvernement dont les flics à Lille ont tué Riad Hamlaoui de sang-froid en avril dernier.

L'Eglise et la famille : piliers de l'oppression des femmes

L'avortement et des contraceptifs gratuits, sûrs et disponibles sur simple demande, sont des réformes élémentaires que l'Etat capitaliste peut accorder tout en maintenant la famille nucléaire. Cependant, les restrictions à ces droits sont utilisées pour renforcer l'ordre moral et religieux de la bourgeoisie, ainsi que pour renforcer l'institution de la famille qui est cruciale pour le maintien du système capi-

Suite page 14